

# le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

MERCREDI 19 SEPTEMBRE 1979 - N°954

Commission paritaire N° 56 942 Tél. 636.73.76.

2,00 F.

## Accord Seguy-Maire

Lundi soir, après de longues heures de négociations, Georges Seguy et Edmond Maire sont parvenus à un accord sur l'unité d'action entre les deux centrales. Cet accord prévoit que dans un premier temps l'unité entre la CGT et la CFDT se fera à partir des entreprises pour s'étendre aux branches professionnelles et aux régions. Seguy et Maire se reverront fin octobre pour tirer un premier bilan de cette unité d'action.

LIRE EN PAGE 4

## Afghanistan : la révolution de palais de Kaboul

Selon les dernières informations, Taraki serait mort dans les affrontements qui se sont déroulés dimanche, dans la capitale afghane. La télévision soviétique a, de son côté, fait l'éloge d'Hafizullah Amin, nouveau président de l'Afghanistan. Il est peu probable que cette révolution de palais puisse élargir les bases d'un régime rejeté par une majorité de la population et confronté à une rébellion qui s'étend à toutes les provinces du pays.

LIRE EN PAGE 11

## Cité en révolte

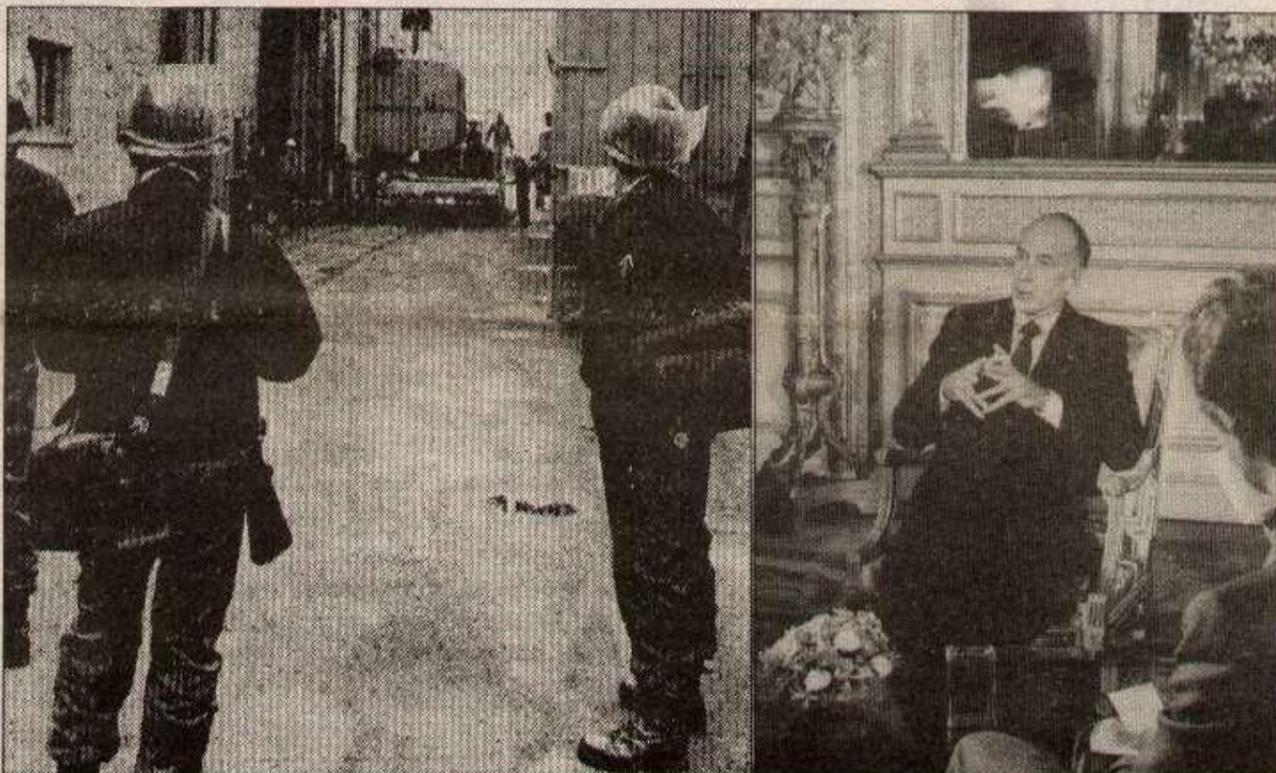
La Grappinière, ghetto situé au Nord de Vaulx en Velin dans la banlieue de Lyon. Une cité laissée à l'abandon, qui se délabre petit à petit. Une population en majorité immigrée soumise à la répression, aux brimades policières. Vendredi, des flics qui s'en prennent sauvagement à un jeune, accusé de vol de voiture. Et c'est l'explosion !

LIRE EN PAGE 9

## CHOMAGE, HAUSSE DES PRIX, REPRESSION...

# ET IL PERSISTE !

*Chiffres manipulés... réalité falsifiée... Giscard a tenté une heure durant de justifier sa politique*



Jeu et vendredi, les CRS contre les ouvriers de Lardet-Babcock à Cherbourg. Lundi, Giscard a promis de poursuivre cette politique.

Sortant pour une fois de ses rêveries sur l'an 2000, Giscard a tenté lundi soir, une heure durant, de justifier sa politique. Sa politique, c'est le chômage imposé à près de deux millions d'enfants nous, c'est l'atteinte au pouvoir d'achat de millions de familles populaires, c'est la répression, sournoise ou violente. Monsieur d'Estaing n'éprouve pas le besoin de justifier cette politique aux yeux du patronat : elle est faite pour lui.

Mais lundi soir, c'est «à tous les français» qu'il s'adressait pour justifier l'injustifiable. Mensonges, mépris, hypocrisie, n'y seront pas parvenus.

Ce n'est pas en expliquant qu'on observe «un ralentissement de la dé-

térioration de l'emploi» qu'on parvient à éluder le fait que c'est la politique giscardienne qui est responsable du chômage. Ce n'est pas en disant que si les prix n'avaient pas augmentés, la hausse aurait été moins forte (1), qu'on parvient à masquer la lourde responsabilité du gouvernement en la matière.

Ce n'est pas en pérorant sur la réduction des inégalités qu'on parvient à faire oublier que l'écart des revenus est le même qu'il y a trente ans. Ce n'est pas non plus en racontant que les luttes sont responsables des difficultés économiques que Giscard évitera les luttes cent fois justifiées contre sa politique.

Rien de nouveau certes, dans ce discours prononcé devant quatre journalistes convoqués pour la figuration. Une impression cependant : la multiplication des mensonges et des hypocrisies formulés par Giscard lundi soir prouve combien la bourgeoisie a aujourd'hui du mal à faire passer sa politique antipopulaire. C'est de mauvaise augure pour le consensus tant souhaité par Giscard et les siens. Et c'est tant mieux.

N.D.

LIRE EN PAGE 3

# La Ruhr, coeur de la classe ouvrière allemande - 2

**Les restructurations dans la sidérurgie allemande ont durement frappé la classe ouvrière de la Ruhr, entraînant des dizaines de milliers de licenciements. Et ça continue... Face à l'austérité à l'allemande, des travailleurs font le point sur la grève très importante qu'ils ont menée.**

**Reportage d'Anne RHEIN**



«Des emplois pour les chômeurs / Les 35 heures pour tous»

La grève des sidérurgistes : c'est une lutte qui aura marqué la Ruhr. Une expérience riche d'enseignements. Terminée depuis plusieurs mois au moment de ma visite dans la Ruhr, elle est encore extrêmement vivante dans l'esprit des travailleurs. Beaucoup m'en parlent, sidérurgistes ou non, avec enthousiasme, avec espoir, parfois avec un peu de résignation, rappelant ces six semaines durant lesquelles les sidérurgistes se sont battus contre les barons de l'acier, tenant bon, jour et nuit, dans la neige et le froid, leurs piquets de grève aux portes de Mannesmann, Thyssen, Hoesch, Klöckner, Krupp. Ils parlent de cette période riche en discussions où les rapports entre travailleurs, échappés pour un temps au rythme infernal des 3x8, étaient un peu changés, de la solidarité qu'ont manifestée à leur égard tant de travailleurs allemands, de la combativité exemplaire des travailleurs immigrés notamment. Ils parlent aussi de la «défaite» et de la responsabilité qu'y ont les directions syndicales, et parfois de la confiance encore trop grande des syndiqués en leurs états-majors.

Nous nous sommes retrouvés un soir, avec Charlie, électricien depuis 32 ans chez Mannesmann-Huckingen, vétéran communiste et maintenant, depuis de longues années, délégué syndical (1) et membre de la direction des délégués syndicaux ; Schorsch, jeune sidérurgiste et délégué syndical chez Thyssen-Hamborn, Stephan, sidérurgiste chez Mannesmann et militant communiste. Ensemble, dans le petit pavillon qu'occupe Charlie avec sa famille dans une cité ouvrière de Mannesmann directement derrière l'usine de Huckingen, nous avons tiré le bilan de cette lutte. Charlie, Schorsch et Stephan ont été actifs dans la grève, ils ont été, dans leurs boîtes, parmi ceux qui étaient à la tête du mouvement. Implantés en partie depuis des années dans leurs usines, avec une grande expérience du travail syndical, jouissant de la confiance de leurs camarades de travail, ces travailleurs ont fait preuve d'un grand souci de présenter aux lecteurs de notre journal un tableau réel de la situation dans leurs boîtes, insistant aussi bien sur les acquis de cette lutte très importants pour l'ensemble de la classe ouvrière allemande, que sur les faiblesses, les divisions du mouvement ouvrier allemand, et sur le chemin à parcourir pour aboutir à des luttes victorieuses.

— Vous, les sidérurgistes de la Ruhr, avez mené, l'hiver dernier, une lutte dure et longue pour des augmentations salariales et la réduction du temps de travail. La revendication de la semaine de 35 heures sans baisse de salaire a été au centre de votre lutte. Que signifie pour vous cette revendication que vous avez imposée à votre direction syndicale ?

Charlie : C'est qu'on savait ce qui allait nous tomber dessus, ce que les capitalistes nous prépa-

rent. Bien avant la grève, en 1977, nous, chez Mannesmann, on a demandé la semaine de 32 heures, c'est-à-dire la 5<sup>e</sup> équipe. On sait ce qui nous attend, on en a beaucoup discuté dans la boîte. Chez Mannesmann-Huckingen, on est 9 000 maintenant, il y a quelques années, on était encore 11 000. D'ici 1981, ils veulent nous réduire à 7 000. Et partout, c'est pareil.

Stephan : Pour donner un exemple : je travaille à une installation de coulée continue. Quand ça bosse vraiment dur comme maintenant après la grève, on produit 40 à 45 000 tonnes mensuelles. Maintenant ils sont en train de construire une nouvelle installation de coulée continue qui, une fois terminée, produira 100 000 tonnes mensuelles avec moins de travailleurs que l'installation actuelle.

Schorsch : Chez Thyssen-Hamborn, on était, il y a quelques années, 20 000 ; aujourd'hui, 16 000. Maintenant, la direction a sorti un projet selon lequel dans une première phase, comme ils disent, c'est-à-dire dans un délai de trois ans, 2 500 emplois vont être supprimés. Pour toutes les usines Thyssen de la région, ça doit faire dans les 14 000. Deux ou trois des hauts fourneaux de Thyssen à Duisburg vont fermer aussi...

Charlie : C'est pour cela qu'on revendique depuis plus de deux ans la semaine de 35 heures sans perte de salaire, car bien sûr on s'oppose à payer la réduction du temps de travail par une baisse du salaire. Contre les rationalisations, le chômage, etc., il s'agissait pour nous de mobiliser, d'engager la lutte, de faire en sorte que des directions syndicales appellent à la lutte. Et en automne dernier, deux mois avant la grève, on a dit que cela devrait se faire par une grève dans toutes les aciéries.

Stephan : La revendication des 35 heures ne change bien sûr rien au fait du chômage par exemple. Le chômage fait partie du système capitaliste, il restera tant qu'existera le capitalisme. La revendication des 35 heures n'est donc pas une revendication qui met en question les fondements même du système, c'est une revendication dans la lutte contre les conséquences de la rationalisation capitaliste qui entraîne le chômage, dans la lutte pour la garantie de nos emplois.

La revendication des 35 heures a effectivement été imposée à la direction syndicale, contre la volonté du niveau national du syndicat. Mais ensuite, il n'y a pas eu de mobilisation notable pour cette revendication, je crois qu'on peut même dire que beaucoup de gars étaient plutôt étonnés que finalement, après de longues négociations, la direction syndicale les appelle à la grève pour les 35 heures. Et il faut dire aussi que, pour beaucoup de travailleurs, ce n'était pas si évident ce qu'on voulait obtenir avec cette revendication. 87 % se sont prononcés pour cette grève, c'est vrai, mais cela correspond moins à une très grande clarté sur le but de la grève qu'à la situation en général.

Schorsch : Oui, parce que les gars se sont dit : ça ne peut plus continuer comme ça : des salaires

insuffisants, des négociations qui mènent à pas grand chose, et puis parce qu'on sent bien comment on est exploités jour après jour par les patrons. La plus grande motivation de beaucoup de gars a effectivement été celle-ci : on ne se laisse plus faire, on est restés tranquilles pendant 50 ans, maintenant, c'est fini. Et ce n'est qu'une fois en grève, qu'on s'est mis à discuter sur ce qu'on voulait en fait.

Il faut dire aussi que la direction syndicale a contribué pour beaucoup à ce manque de clarté. Dans la manière dont elle a formulé le but de la grève, chacun pouvait trouver ce qui lui plaisait. Et puis, elle a dit : les 35 heures, on ne peut pas les obtenir comme ça, tout de suite. Et aussi : la réduction du temps de travail, on est pour, mais ce qui est encore plus important c'est l'humanisation des emplois, et les gars n'ont pas bien vu comment, avec les 35 heures, on peut lutter pour le maintien des emplois.

C'est vrai, les gars étaient décidés à lutter, mais ce qu'il faut dire aussi, c'est que la confiance dans la direction, la confiance que la direction allait sûrement mener à bien les choses, qu'on n'avait qu'à attendre, cette confiance était encore très grande. On l'a vu dans la grève, chez nous en Allemagne, les travailleurs ont encore beaucoup de

confiance dans la direction syndicale.

Charlie : Il faut dire aussi qu'on manque un peu d'expérience ici. Et justement, notre dans ces vingt dernières années une véritable machine à élever les salaires ; il ne s'est jamais présenté comme une organisation de lutte des travailleurs.

Stephan : Les gars se sont habitués très fort à cet automatisme des négociations tarifaires annuelles. Et comme l'a dit Schorsch, il y a une certaine passivité ; les gars se disent : c'est à ceux d'en haut de négocier les augmentations salariales ; ils ont vu des centaines de fois que ça se passe comme ça, qu'il y a des négociations, éventuellement appel au vote pour la grève ; ils ont vu aussi qu'on les appelait à voter pour la grève, ils ont voté pour et malgré tout pas de grève. Donc il existe effectivement ces tendances à s'en remettre à la direction syndicale. Cela n'empêche pas d'ailleurs qu'il existe en même temps une très grande méfiance à l'égard des dirigeants syndicaux. Chez nous, chez Mannesmann, les gars te disent par exemple : «Il y a Loderer (2) au Conseil de surveillance de la boîte, et cela n'empêche pas des rationalisations gigantesques. Ceux d'en haut, ils s'en mettent plein les poches, et nous, on nous vire». Mais il est vrai que la confiance dans les actions autonomes, ça n'existe pas encore tellement, du fait de l'évolution dans son ensemble ; la «cogestion» compte aussi. Et au moment où notre syndicat, dont on fait on n'attendait plus grand chose, appelle à la grève, les gars se disent (et même les travailleurs les plus actifs et les plus clairvoyants) : pour une fois, c'est juste ce qu'ils nous proposent, ils veulent la lutte, maintenant ils vont aussi étendre la grève. Comme ça, la confiance a pu être rétablie.

(1) Les délégués syndicaux, Vertrauensleute, sont élus par les syndiqués d'une section, d'un atelier, etc.. Contrairement aux membres des Comités d'entreprises, Betriebsräte, ils ne sont pas liés à la réactionnaire législation du travail, et ne sont donc pas obligés de «coopérer en toute confiance» avec le patron dans l'entreprise. En fait, c'est parmi les «Vertrauensleute» que se recrutent les travailleurs les plus actifs, les plus combattifs.

(2) Loderer : chef de l'IG Metall.

## Ceux de Mannesman et ceux d'Usinor

Longwy : c'est un nom qui a un contenu pour beaucoup de travailleurs allemands. J'ai souvent été sollicitée pendant mon voyage dans la Ruhr pour expliquer, donner des détails, sur la perspective de la lutte, le soutien dans la population, la politique des directions syndicales et du PCF... A leur tour, des travailleurs m'ont expliqué ce que cela signifie pour eux, la solidarité prolétarienne.

Charlie, 56 ans, m'a parlé de la participation à une délégation de sidérurgistes chez Mannesmann à la manifestation du 23 mars à Paris.

«On leur a écrit pour exprimer notre solidarité avec leur lutte. Là-dessus, la CGT nous a invités à participer à la marche sur Paris. On a été une cinquantaine à leur apporter les salutations prolétariennes des ouvriers de chez Mannesmann (et non pas celles de l'IG Metall, la direction locale nous l'avait interdit).

Pour moi, personnellement, ça a été une expérience très bouleversante. C'était la deuxième fois que j'étais à Paris, la première fois comme soldat, outil de guerre impérialiste, souhaité au diable et finalement chassé au diable par les Français, la deuxième fois entouré de toute la chaleur de la solidarité prolétarienne, car les gens nous ont reconnus, on portait nos casques rouges avec le sigle de l'IG Metall. Cela m'a vraiment bouleversé, j'ai pleuré, tous ces

gens, dans la rue, dans les fenêtres, sur les trottoirs. Les gars là-bas, en France, sont dans la même situation que nous, seulement cela se fait avec encore plus de brutalité ; ici, il n'y a pas moins de licenciements, même plus (ça a commencé plus tôt), mais cela se fait de manière plus cachée».

L'internationalisme, c'est l'affaire des travailleurs. Wolf-Dieter m'en a donné l'exemple.

«Pendant la grève, un soir, je suis passé chez un copain sidérurgiste, on a regardé les informations à la télé. Ils montraient des images de Longwy, très brièvement ; tu voyais des gens qui se battaient, qui mettaient le feu à quelque chose, lançaient je ne sais pas quoi. Le copain, il a vu ça, il a dit : «Ils déconnent complètement les Français».

C'était un copain, ici à Ruhrort, qui, pendant la grève, a râlé énormément parce que le syndicat ne leur permettait pas d'entrer en grève. Mais c'est un peu normal qu'il pense comme ça ; nous, on n'a que ces informations-là qui nous racontent que, par leurs grèves, les Français cassent leur propre économie. Donc, il faut que, dans ce domaine aussi, on prenne nous-mêmes les choses en main, car beaucoup de gars croient encore que c'est objectif ce que racontent les journaux et la télé».

## CHOMAGE, HAUSSE DES PRIX, REPRESSION...

Rompant avec ses traditionnelles constructions de l'esprit sur l'an 2000, Monsieur D'Estaing a daigné descendre de ses hauteurs, lundi soir sur FR3. C'est que, voyez-vous, «le sentiment des Français peut être caractérisé par trois attitudes. Une attitude de mécontentement, de doute, et une inquiétude». Là est la seule phrase vraie d'une péroraison d'une heure complaisamment animée par quatre journalistes convoqués ce soir-là.

Le mécontentement des Français, Monsieur d'Estaing le comprend, comme on comprend les bêtises d'un gamin qui n'aurait pas bien écouté les explications fournies, ou qui aurait eu de mauvaises lectures. Alors il a daigné reprendre ses explications, patiemment, avec ce rien de condescendance qui sied aux hommes qui savent, eux. N'a-t-il pas «regardé les comptes», cité abondamment des chiffres et lâché, à propos de la libération-des-prix-qui-n'est-pas-responsable-des-hausses, un «c'est un fait scientifique» qui ne laisse pas place à l'interrogation.

L'ennui, c'est que Giscard d'Estaing a menti. Menti sur les chiffres, menti sur les vrais objectifs de son gouvernement, menti sur les causes réelles de la situation faite aux travailleurs et aux masses populaires, justifiant pleinement leur mécontentement.

Reprenons le fil du discours (le terme est plus adapté qu'interview) de lundi. «Quand on a abordé l'année 1979, le but du gouvernement était de poursuivre l'amélioration en profondeur de l'économie française». Singulière amélioration qui voit le nombre des chômeurs augmenté de 30% en 1978, alors que la hausse des prix est la même qu'en 1977! «Mais à ce moment on ne savait pas qu'il y aurait une augmentation supplémentaire des tarifs du pétrole. Et on ne savait pas non plus que les comptes de la Sécurité sociale se détérioraient.» Les premières mesures de l'OPEP datent de janvier, et les pays producteurs

n'en avaient pas fait mystère auparavant. Quant à la sécurité sociale, faut-il rappeler la croisade de Simone Veil en décembre 1978, et les mesures de restrictions prises alors pour «résorber le déficit»? Ou Giscard s'est trompé, ou il ment, ce qui est le plus probable. Dans tous les cas il a tort.

## LE COUP DU PETROLE

L'argument, largement répété, de l'augmentation du pétrole responsable de tous les maux (ceux du peuple pour être précis, car pour Giscard et les siens ça a l'air d'aller), il ne tient pas non plus. Répétons à ce sujet la conclusion du récent rapport du GATT, composé d'économistes au moins aussi compétents que messieurs Giscard et Barre: «Il importe de souligner que la montée des prix du pétrole, qui s'est faite en plusieurs paliers entre décembre 1978 et juin 1979 n'a pas été la cause du regain d'inflation dans les pays industriels ni de la récession qui commence à se faire aux Etats-Unis (...) Les faits réfutent l'idée dangereusement fautive selon laquelle le renchérissement du pétrole aurait été l'une des causes principales du regain d'inflation et de l'aggravation inattendue du chômage» (rapport du GATT, septembre 1979).

Pour expliquer l'importance de la facture pétrolière, Giscard prend des exemples: «C'est comme si on était venu de l'étranger moissonner la totalité des céréales en France, et la totalité des plantes fourragères, et des betteraves,

et qu'on avait tout emporté sans payer». Impressionnant. Mais monsieur D'Estaing oublie de dire que la facture pétrolière, on la paye tous les jours, de notre poche, en achetant de l'essence. La hausse n'a-t-elle pas été répercutée intégralement dans les prix à la consommation? (dixit Barre).

Entre deux contre-vérités, monsieur D'Estaing nous a fourni une promesse. Enregistrons-la comme telle, ce n'est pas (encore) un mensonge: si des mesures draconniennes ont été prises, c'est «qu'il ne fallait pas ensuite que l'on soit conduit à décider ou à proposer de nouvelles mesures». Si l'on croit donc la déclaration en date du 17 septembre 1979, c'en est fini des augmentations de tarifs publics et des ponctions sur les cotisations sociales. Mais n'y croyons pas.

## LA REDUCTION DES INEGALITES

Venons-en aux revenus. Nous sommes, paraît-il, «dans une période de diminution des inégalités. Les écarts de revenus sont en diminution». C'est vrai que l'échelle des revenus a diminué de 1968 à 1979. On en est revenu à l'écart qui existait en 1950, il y a 29 années... La fiscalité participe de ce grand effort de réduction des inégalités: «Au total, les français ne paieront pas à l'Etat plus d'impôts par rapport au total de leurs revenus qu'ils ont payé en 1979. C'est important parce que nous avons connu des années d'augmentation de la pression fiscale». Ben voyons. Vous

## ET IL PERSISTE!



Ça ira mieux... pour le 2<sup>e</sup> septennat

gagnez 2500 F par mois? Vos impôts augmenteront de 10 à 15%. Vous gagnez entre 4 et 5 000 F? Ils augmenteront de 20%. Vous gagnez 30000 francs par mois? L'augmentation sera de 11 à 12%...

## SI...

Monsieur d'Estaing fait aussi dans le conditionnel. Si ça n'allait pas plus mal, ça irait peut-être mieux. «L'indice du mois d'août sera certainement, hélas, mauvais, de l'ordre de 1%. Si l'on prend ce que l'on connaît déjà, c'est-à-dire les hausses de l'essence qui ont été appliquées début août, la hausse du prix du tabac, de l'EDF, cela représente environ 0,4%. Donc la hausse des prix de l'économie française serait de l'ordre de 0,6% pour le mois d'août, c'est-à-dire le taux qu'elle avait auparavant».

Même chose pour le commerce extérieur: «Actuellement, l'économie française exporte énormément et nous aurions eu un excédent de notre commerce extérieur cette année si nous n'avions pas eu le prélèvement pétrolier, les achats de pétrole et de matières premières brutes». Quelle

profondeur de pensée. Qui oserait dire le contraire: si nous n'avions rien racheté, nous n'aurions rien dépensé.

## LA DETERIORATION SE RALENTIT

Quant aux millions de travailleurs et de familles populaires rongés par le chômage, Monsieur d'Estaing leur laisse à méditer cette phrase dont on pourrait rire si elle ne traitait d'un problème aussi grave: «Ce qu'on observe en France, c'est d'abord un ralentissement de la détérioration de l'emploi». Patientez, chômeurs, le cancer grossit moins vite qu'auparavant. Et puis, «en 1982-1987» (deuxième septennat) on reviendra au plein emploi, avec une croissance («c'est l'objectif»), comprise entre 2,5 et 4%. Pas de chance: l'OCDE estime quant à elle qu'une croissance de 4% suffirait à peine à stabiliser le marché de l'emploi, et donc à maintenir le nombre de chômeurs aux chiffres actuels.

Menteur, Giscard d'Estaing, mais courageux. Il assume sa politique, et couvre Barre de louanges. Il fut un temps où le pre-

mier ministre était le meilleur économiste de France; ses qualités ont changé: ce que Giscard trouve de bien en lui, c'est que «c'est un homme d'une honnêteté à toute épreuve, au-dessus de tout soupçon». Il ne pique pas dans la caisse. Et puis surtout, «c'est quelqu'un qui n'a aucune ambition personnelle, et on ne cite d'ailleurs son nom à propos d'aucune candidature possibles». Giscard respire. Il sera bien le candidat de la droite en 1981.

Face à tant de mensonges, de cynisme, de mépris, les propos sur le consensus («Lorsque on dit que l'on refuse le consensus social en France, on éloigne la France un certain nombre de commandes, un certain nombre de perspectives») tombent bien mal. Quel consensus pourrait-être possible avec cet homme, cette politique, cette classe?

Peut-être peu de travailleurs ont-ils écouté Giscard lundi soir. C'est en un sens dommage, car à le voir, il y avait matière à raffermir sa haine de classe et sa volonté de lutte.

Nicolas DUVALLOIS

25 militants bretons vont être jugés (deux d'entre eux par défaut) par la cour de Sûreté de l'Etat. Le procès, ouvert ce lundi, devrait durer près d'un mois.

Les chefs d'accusation retenus contre eux concernent une série d'actions de plasticages commis en Bretagne, en particulier contre le relais de télévision de Pré-en-Pail, en novembre 1977. Outre cet attentat, le plus célèbre, les faits reprochés aux accusés concernent les destructions totales ou partielles de bâtiments appartenant à l'EDF à Rennes, Saint-Malo, Dinan, Pontivy, des hôtels des impôts à Rennes, Châteaubriant, Dinan, d'une caserne de gendarmerie en construction à Broons, de

la cité administrative de Redon et du service des douanes de Saint-Malo. Plus des incendies de camionnettes de gendarmerie ou de l'EDF.

Les deux principaux responsables de ces attentats seraient Lionel Chenevière et Patrick Montauzier, déjà condamnés en novembre dernier à quinze ans de réclusion criminelle pour l'attentat qui avait partiellement détruit une aile du château de Versailles. Ils auraient dirigé le groupe du FLB d'Ille et Vilaine, dont les membres ont reconnu 25 attentats. Le groupe du Finistère serait dirigé par un agriculteur de 43 ans, Yann Puillandre, qui avait été condamné en mars 1977 à trois ans de prison avec sursis pour tentative d'attentat à l'explosif. Un des accusés,

## LE PROCES

## DES 25 MILITANTS BRETONS S'EST OUVERT

Serge Hoinisky, 32 ans, instituteur, avait été condamné à huit ans de réclusion criminelle en juillet dernier pour avoir dirigé une douzaine d'attentats, dont celui qui avait détruit le palais de justice de Saint-Brieuc.

Deux accusés ne seront pas présents à l'audience. L'un d'eux, Yann Fouéré, 69 ans, sous-préfet de Morlaix pendant la guerre, avait, à la Libération, été condamné par coutume aux travaux forcés à perpétuité pour intelligence avec l'ennemi, mais acquitté par un tribunal militaire en 1955. Il est au-

jourd'hui mareyeur en Irlande. Une autre figure historique du mouvement autonomiste breton est Ange Péresse, qui avait participé pendant la guerre à la Libération, Péresse, réfugié en Allemagne, où il réside toujours, avait été condamné à mort par coutume. Son fils, Gerhard, figure parmi les accusés.

L'orientation nettement d'extrême-droite de deux accusés sera certainement utilisée par le procureur contre l'ensemble des accusés, dont certains récusent cette coloration politique.



Deux des inculpés, Chenevière et Montauzier, déjà condamnés à 15 ans de réclusion pour l'attentat du château de Versailles.

## LUTTES OUVRIERES

Contre les lois racistes et antiouvrières Barre-Bonnet-Stoléro

## Grand rassemblement national Français-Immigrés

Samedi 29 septembre à partir de 14 H à Garges-les-Gonnesse

## COMMUNIQUE :

Le comité de coordination des foyers en lutte, de nombreuses associations de travailleurs immigrés, de nombreuses sections syndicales et UL appellent pour le samedi 29 septembre à 14 H à un rassemblement français-immigrés contre les lois Bonnet-Stoléro, à Garges-les-Gonnesse.

Ces lois vont être soumises au parlement lors de la session d'automne, en vue de légaliser ce qui est déjà pratique courante. Comme l'indiquent dans leur appel les organisateurs du rassemblement, ces mesures légaliseraient l'internement administratif, le pouvoir discrétionnaire de la police pour expulser les travailleurs immigrés, pour des motifs tels que chômage dans une région, «troubles de l'ordre public» etc... Elles créeraient une situation qui n'a existé en France que pendant l'occupation nazie et pendant la guerre d'Algérie.

Entre tout a fait dans ce cadre l'aggravation de la violente répression du pouvoir qui veut en finir avec la lutte des résidents des foyers.

Ceux-ci luttent depuis près de 5 ans pour leurs justes revendications, autour de leur Comité de Coordination qui regroupe l'ensemble des comités de résidents des foyers en lutte sur le plan national. De nombreux résidents expulsés de leur foyer, privés de tout domicile et contraints comme à Garges de dormir sous des tentes, exigent la réintégration dans leur foyer.

En même temps, les expulsions hors du territoire français se multiplient, des dizaines d'attentats et assassinats racistes restent impunis.

Les organisations signataires du présent communiqué sont convaincues de la nécessité et de l'urgence de combattre ces lois racistes et anti-ouvrières, par la mobilisation de masse prolongée dans les usines et les quartiers.

Dans l'intérêt des travailleurs français et immigrés et pour l'unité de la classe ouvrière, elles soutiennent ce rassemblement et appellent les travailleurs à s'y rendre nombreux.

PCRml, PCML, OCFML, OCT, OCML EAP, VP.

## ● SACM, Heineken (région est) : réduction d'horaire, chômage technique de trois mois

La direction de l'entreprise SACM (Société Alsacienne de Constructions Mécaniques de Mulhouse) et de la fonderie de Masevaux vient de faire connaître son intention de procéder à d'importantes réductions d'horaires pour la plupart des ouvriers de l'entreprise. Cette mesure — réduction de l'horaire hebdomadaire de travail à 32 heures, plus de travail le vendredi — touchera, si elle rentre en application, 3 800 des 4 300 personnes que compte l'entreprise.

Une baisse des horaires de travail, sous une autre forme cette fois, a été décidée par la direction de la brasserie Albra-Heineken, située à Schiltigheim (Bas-Rhin). La direction de l'usine va mettre en chômage technique 60 ouvriers et ce pour une période de trois mois, du 15 octobre au 15 janvier. Selon la section syndicale CGT de l'entreprise, cette mesure est le premier pas vers des licenciements contre lesquels il va falloir engager vite la bataille.

## ● John Deere (Orléans) : Grève contre les cadences

90 % environ des travailleurs de l'entreprise John Deere (fabrication de tracteurs) à Orléans, se sont mis en grève dès le milieu de la semaine dernière. A l'origine de ce mouvement massivement suivi, la décision — écrite dans un document — de la direction du trust américain d'augmenter les cadences de travail, pour ce qui concerne les travailleurs au rendement et les travailleurs horaires, très importants. En vue d'appliquer cette mesure, on a vu récemment les contremaîtres contrôler les allées et venues des travailleurs avec un zèle inouï, au travail, aux toilettes, etc. L'augmentation de la charge de travail que la direction voudrait voir effectuer, intervient en outre quelque temps après une augmentation de salaire de 5 %...

# CGT ET CFDT ONT SIGNE UN ACCORD D'UNITE D'ACTION

Lundi soir, après 4 H de discussions et une première rencontre en fin de semaine dernière, la CGT et la CFDT ont signé un accord sur l'unité d'action.

Trois objectifs sont fixés : augmentation des bas salaires, réduction du temps de travail, droit d'expression des travailleurs sur le lieu de travail. Pour Edmond Maire, cet accord permettra de «sortir de l'engrenage déprimant des actions tout azimut dont on ne voit pas les résultats... «Le processus d'action part des entreprises... et si la mobilisation est forte il y aura action interprofessionnelle claire».

De son côté, Séguy déclarait : «Ni la CGT ni la CFDT ne peuvent entièrement se dire satisfaits de ce texte mais nous nous en félicitons car ce document est une base de lutte de nature à impulser l'unité d'action à tous les niveaux... Il serait vain de nier qu'il n'existe plus de points de désaccords ou des divergences entre nous, la longueur des discussions en témoigne, mais nous avons décidé d'en parler de manière tranquille et sereine».

La déclaration commune affirme : «Il n'y a rien de plus urgent et important aujourd'hui que l'action».

«L'action collective et l'unité d'action la plus longue possible pour la satisfaction des revendications sont le meilleur moyen de



faire changer cette politique».

«Les Confédérations CGT et CFDT apportent leur soutien total aux luttes déjà engagées par les travailleurs dans leurs entreprises et leurs branches pour leurs revendications contre cette politique d'austérité et de régression».

La déclaration commune fixe les objectifs suivants :

— l'augmentation des bas salaires et du SMIC, lequel devrait être porté à 2700 F dans les meilleurs délais. Cette priorité prend sa place dans l'action pour la garantie et la progression différenciée du pou-

voir d'achat dans le cadre d'une hiérarchie des salaires réduite selon les objectifs communs dans chaque branche ;

— La réduction du temps de travail vers les 35 heures pour créer des emplois et vivre mieux. Cette priorité prend sa place dans le cadre de la lutte pour la défense de l'emploi et l'amélioration des conditions de travail ;

— Le droit d'expression des travailleurs et d'information syndicale, priorité de l'action pour l'avancée dans la conquête de libertés et de droits nouveaux dans l'entreprise.

La CGT et la CFDT «ap-

pellent à des arrêts de travail au cours des prochaines semaines dans les entreprises et les branches». Les 2 confédérations ont convenu de faire un bilan après quelques semaines de mise en œuvre de l'unité d'action. «Vers la fin octobre, les deux confédérations feront le point... «D'ores et déjà, elles déclarent que si les conditions de la mobilisation du plus grand nombre des travailleurs sont réunies, elles envisagent de mettre en œuvre une action nationale interprofessionnelle de grande ampleur pour faire déboucher les trois objectifs retenus».

## ● SITPA (Avignon) : 15<sup>e</sup> jour de lutte deux interventions policières déjà !

Cela fait maintenant 15 jours que les travailleurs de l'entreprise SITPA (Avignon) sont en lutte : c'est en effet le 5 septembre que les travailleurs et travailleuses de cette usine (groupe Nestlé) fabriquant du concentré de jus de tomates, arrêtaient le travail, pour une durée de 24 heures seulement au départ. Que réclament-ils ? Une augmentation de 200 F pour tous durant la campagne de tomates (la SITPA emploie 160 personnes, un peu plus durant trois mois mais où le travail est beaucoup plus important) : les grévistes exigent en outre 7,5 % d'augmentation générale ainsi qu'une cinquième semaine de congés payés.

Après les 24 heures de grève le 5 septembre, la direction refusait de céder, les grévistes mettaient en place un piquet de grève. Le 6, les délégués étaient convoqués devant le tribunal des référés pour «entrave à la libre circulation». Les travailleurs refusaient de lever leur piquet et le 8, les flics intervenaient. Le 10 septembre, alors que les ouvriers remettaient en place les piquets, les gardes mobiles intervenaient à nouveau. Bien qu'avec une sérieuse difficulté - l'embauche d'intérimaire qui effectuent une partie de la production - la grève continue.

## Quand FO recrute pour EDF... et vice-versa

Il se passe de drôles de choses dans la région toulousaine et plus précisément dans la périphérie des services EDF de la région. Des choses telles que font que l'on se demande si c'est F.O. qui recrute pour l'EDF, ou l'EDF qui recrute pour F.O. ? Et si c'était les deux ?

Toujours est-il qu'actuellement les candidats à l'embauche dans les services EDF de la région reçoivent un courrier fort bizarre. Qu'on en juge : ce courrier envoyé par Force Ouvrière contient d'abord une lettre qui dit entre autre : «Nous constatons que votre candidature n'est pas parvenue à nos (?) services EDF du Groupe Régional de production hydraulique Pyrénées».

Deux documents sont joints à cette lettre. Une fiche de renseignements à retourner ainsi qu'une demande d'emploi sur un

feuillelet à l'entête de F.O. Un dernier document est également joint, donc en même temps que la demande d'embauche, document où le candidat à l'emploi s'engage ni plus ni moins qu'à adhérer à F.O. Ce document qui doit être signé indique : «Je soussigné(e) assure sur l'honneur adhérer au syndicat F.O. en acquittant la carte fédérale des admissions...». De là, à croire que l'adhésion à F.O. doit drôlement aider pour l'admission dans les services EDF de la région, il n'y a qu'un pas que les mauvaises langues auront vite franchi, lesquelles mauvaises langues ont tort : Force Ouvrière ne tient-il pas à préciser que l'envoi du bulletin d'adhésion doit se faire dans une lettre différente des autres documents. Notons la nuance. Les deux choses sont donc tout à fait indépendantes, on l'a compris...

Le Quotidien du Peuple  
Adresse Postale BP225 75 924 Cédex 19  
Crédit Lyonnais Agence ZU 470 Compte N°668 J  
CCPN°23 132 48 F - Paris  
Directeur de Publication : Y. Chevet  
Imprimé par IPCC - Paris Distribué par les NMPP  
Commission Paritaire : 56 942

# GUADELOUPEENS : VOUES A LA DEPORTATION EN FRANCE

Par François MARCHADIER



N'ayant jamais voulu et (ou) pu assurer du travail aux peuples de ses colonies, la classe dominante a toujours tenté d'expliquer le chômage qui y régnait par une soi-disant démographie galopante... Les Antillais et les Réunionnais faisaient trop d'enfants.

## «la solidarité nationale»

Magnanime, la bourgeoisie affirmait alors par la bouche du président du Bumidom en 1973 : «il ne restait qu'une formule : prendre acte de ce que la démographie galopante interdisait actuellement de faire concorder aux Antilles comme à la Réunion, les offres et les demandes. Il fallait bien jouer la solidarité nationale en permettant aux travailleurs de ces départements qui le demanderaient de venir s'établir en France». En clair, c'était rendre service aux peuples de ces colonies que déporter une bonne part de leurs forces vives... Sans doute comme c'était déjà rendu service aux Guadeloupéens d'envoyer 8 700 d'entre eux contre les travailleurs allemands lors de la première guerre mondiale pour le plus grand profit de l'impérialisme français : 1 470 devaient y laisser la vie.

Le chômage à la Guadeloupe tient au système qu'y impose la France. On a un aperçu des résultats de celui-ci quand on sait que 50 % des salaires distribués sur place le sont au profit de l'administration...

## La moitié de la population active au chômage

Par ailleurs, la plupart des Guadeloupéens sont en effet réduits au chômage (la moitié de la population active) ou à «djobber» c'est-à-dire à bricoler à droite et à gauche. Un ouvrier agricole par exemple parvient difficilement à trouver du travail 5 jours par quinzaine (1). L'ampleur des problèmes sociaux dans ces îles rend naturellement la situation explosive. D'où la nécessité pour l'impérialisme français d'expatrier une bonne partie de la jeunesse. Pour ce faire, le peuple guade-

**Une bonne partie des travailleurs immigrés que nous rencontrons tous les jours ne viennent ni d'Europe du Sud, ni d'Afrique, mais des Antilles...**

## Hospitaliers à Paris

18 000 Antillais travaillent pour l'Assistance Publique à Paris. La traversée d'un hôpital parisien ne laisse d'ailleurs aucun doute à ce sujet. Une importante proportion des hospitaliers que l'on croise ne sont pas métropolitains.

Dans ce grand hôpital du centre de la capitale, établir le contact n'est pas chose aisée. Tout le monde court. Enfin, j'aperçois un cuisinier. «Je suis Guadeloupéen». Il m'explique qu'il «a cinq minutes pour souffler». Il en profite pour discuter avec un camarade, également Antillais.

«Oh là là ! on pourrait écrire un livre sur les immigrés comme nous». Son sort en France ne le satisfait pas : «Non, franchement, si je devais conseiller un jeune de chez moi, je lui dirais de ne pas venir en France».

Notre discussion n'ira pas plus loin. Du menton, il me montre un Européen qui se dirige vers nous. «C'est mon chef, tu vas voir, il va me renvoyer au boulot». C'est exactement ce qui se passe. Je repars à la recherche d'un hospitalier des Antilles... qui n'aurait pas son chef sur le dos.

On m'indique les «Admissions-Urgences». Un Guadeloupéen encore une fois accepte de répondre à mes questions. On ne peut pas dire, explique-

t-il, si on est déçu de ce qu'on a trouvé en France, «tout dépend de ce que l'on est venu y chercher». Certains viennent chercher du boulot, ou faire des études et une troisième catégorie autre chose encore. Sûr que ceux qui sont venus chercher du travail n'en trouvent pas facilement.

Pour notre interlocuteur, il ne fait pas de doute qu'il existe aux Antilles un mythe de la France, «basé sur le passé, quand il y avait du travail». Selon lui, «tous les Guadeloupéens ne cherchent pas à dissimuler ce qu'ils vivent quand ils rentrent au pays», «ça dépend de leur niveau culturel».

La plupart des Antillais qui viennent en France, dit-il, ne sont pas qualifiés : «C'est notamment pour cela qu'ils ne trouvent pas de travail dans leur pays d'origine». Il ajoute : «Il y a une chose que les Français ne savent généralement pas ; c'est que la plupart des boulots intéressants à la Guadeloupe ou à la Martinique sont occupés par les Français. Tu verras très rarement un receveur de bureau de poste qui soit noir ; une bonne proportion des enseignants viennent aussi de métropole. Même dans les hôtels, le personnel est très souvent venu de France».

La plupart des informations figurant dans cet article sont tirées du Rapport au XIII<sup>e</sup> congrès national de l'Association des Etudiants Guadeloupéens (AGEG) portant sur l'émigration travailleuse guadeloupéenne en France. Le texte en a été publié par l'Harmattan.



loupéen est soumis à une intense propagande idéologique.

Les mass médias vivent à l'heure de la France «depuis ce matin, c'est le printemps» disait un speaker de Radio-Guadeloupe un 21 mars... Tout ce qui est français est fétichisé. Secondairement, certains Guadeloupéens, enfin parvenus à rentrer au pays, dans l'espoir de «se faire briller», entretiennent ce mythe de la France «pays des femmes faciles

1 Le SMIC était en 1976 à la Guadeloupe de 22,5 % inférieur à ce qu'il était en métropole. De plus, nombre de Guadeloupéens ne touchent pas le SMIC...

2 90 % des 16 000 hospitaliers antillais de la région parisienne travaillent à vider les seaux, à passer la serpillière, laver les carreaux, trier le linge sale etc...

et des grosses voitures». Cette propagande colonialiste touche surtout les jeunes (80% des émigrés ont moins de 25 ans) et les célibataires (90% des départs). L'impérialisme français utilise plusieurs canaux pour déporter les forces vives de la Guadeloupe.

## Plan Nemo et Bumidom

Un des plus importants est celui de l'armée.

En 1960, le général Nemo affirmait qu'en 1980 il faudrait déporter 400 000 Martiniquais et Guyanais si l'on voulait éviter le surpeuplement. Ce général envisageait d'attirer une partie de cette prétendue surpopulation à l'armée. Pour l'appâter, on lui

promettait une formation professionnelle donnée dans des «Unités de Travaux». Rapidement, le «Plan Nemo» devait apparaître pour ce qu'il est : un service de travail obligatoire fournissant à l'impérialisme français un main d'œuvre gratuite dans ses colonies.

L'autre instrument de la déportation est bien évidemment le trop célèbre BUMIDOM (Bureau pour le développement des Migrations intéressantes les Départements et Territoires d'Outre Mer). Cet organisme, c'est dire, est inscrit au registre du commerce ! Son arrêté de création avait d'ailleurs été signé par Giscard du temps où il était ministre des finances. Une de ses caractéristiques les plus connues c'est qu'il ne paye que le voyage «aller».

Alors qu'au départ le BUMI-

DOM affirmait assurer une mission de formation, aujourd'hui il ne cache même plus que sa fonction quasiment unique est d'amener des travailleurs des colonies dans la métropole. D'ailleurs, plus de 60% des Guadeloupéens transitant par le Bumidom ne trouvent pas de travail en France, ce chiffre s'élevant à 75% en ce qui concerne les guadeloupéennes.

## Bonnes à tout faire

Le centre féminin de Crouy-sur Ourcq chargé par le Bumidom d'administrer une «formation» aux femmes mériterait à lui seul un article. En 1976, 75% des Guadeloupéennes qui y sont passées ont reçu une formation de bonnes à tout faire (en particulier celles qui avaient demandé une formation de travailleuse familiale). Un officiel devait d'ailleurs expliquer pourquoi : «Un certain nombre de familles françaises déçues par la main d'œuvre espagnole et ses exigences en salaire exorbitantes recherchent des candidatures féminines et accueillent très favorablement celles qui viennent des DOM».

Après le stage donc, de grandes bourgeoises viendront choisir celles qui ont la peau la plus claire, les autres, la plupart, deviendront chômeuses, filles de salles dans les hôpitaux.

Cette déportation, les illusions qui tombent au contact de la réalité de l'exploitation en France et du racisme ont parfois des conséquences dramatiques ; ainsi en 1978, dans la seule ville de Lyon, 12 Antillais se sont suicidés. Dans certains hôpitaux psychiatriques, 25 % des internés sont Antillais...



# DES CENTAINES DE MILLIERS DE JEUNES SANS EMPLOI

## Qualification ou pas, un seul débouché : le chômage

### Dans une ANPE à Paris : Gyslaine, Paulette, Nicole et les autres à la recherche d'un emploi

## «ON DEMANDE EMPLOYEES QUALIFIEES... PAYEES EN APPRENTISSAGE»

Jeunes : collégiens, lycéens, ils sont des dizaines de milliers à être sortis de l'école en juin cette année. Des dizaines de milliers qui pour la plupart n'ont pas trouvé de travail. Par manque de qualification peut-être. Non. Les CAP, les BEP et même certains BAC n'ouvrent pas plus les portes à un emploi : car l'emploi est rare contrairement à ce qu'affirme Barre. En cette rentrée 79, on en trouve bien quelques dizaines de milliers, mais quels «emplois» en fait ? Les stages Barre qui dans le cadre du 3<sup>e</sup> pacte national pour l'emploi, permettent surtout aux patrons de surexploiter à outrance les nouveaux venus sur le marché du travail... puis de les mettre à la rue quelques mois après. Des lycéens, des collégiens, des jeunes chômeurs témoignent...

Reportage de Richard FEUILLET



9 heures du matin à l'ANPE de la rue de Malte (11<sup>e</sup> arrondissement). Gérard, 18 ans, Yves, 19 ans : après 30 minutes d'étude des petites annonces placardées au mur, ils ont choisi chacun une. Ils ont retiré sous les rubriques «métallurgie» et «bâtiment» un petit carton demandant chacun «un O.S.». Ils ont rempli un petit papier imprimé où ils ont inscrit la référence de l'annonce et puis ils ont porté le papier à une dame assise à un bureau. Il est 9 h 30. Une heure après, ils étaient appelés. 10 h 30. Après quelques demandes de renseignements complémentaires, il est 10 h 45. Ils sont partis à l'adresse indiquée. Seront-ils embauchés ? «Pas sûr, il faudra voir à l'essai» lance Yves. «Et puis, on peut très bien se retrouver à une demi-douzaine. Je ne l'ai pas encore vu ici, mais c'est déjà arrivé.

Gyslaine, 17 ans bientôt, sans qualification, n'ayant jamais travaillé plus de 3 mois de suite, a fait surtout des petites annonces de journaux cet été jusqu'à début septembre. Même problème : «J'ai trouvé récemment une annonce qui demandait une femme de ménage. C'est un boulot que j'ai déjà fait. C'était marqué «salaire à voir». Ça ne devait pas être payé bien cher. Mais j'étais prête à accepter n'importe quoi. Et bien, c'était déjà pris, le jour de l'annonce à 10 heures du matin. En plus, d'autres personnes, deux étaient venues avant moi. Beaucoup d'annonces sont comme ça» raconte Gyslaine.

«Ou alors, raconte Nadine, tu trouves des annonces où il n'y a pas de concurrence... mais faut voir pourquoi : l'autre jour, j'ai trouvé une annonce où ils demandaient aussi une femme de ménage... avec 10 ans d'expérience ! En plus, il fallait aller 5 jours à Epinay, 5 fois une demi-journée !»

«VOUS AVEZ DIT CAP ! QU'EST-CE QUE ÇA VEUT DIRE ?»

La concurrence ou l'absence de concurrence due aux conditions de travail et de salaire déplorables offertes : l'emploi est rare et peu payé. Mais il est d'autres obstacles pour trouver du travail quand on est jeune en cette rentrée : «J'ai 18 ans», raconte Rachid (sans qualification). Trouver du travail ? C'est peut-être que j'ai pas eu de pot, mais à chaque fois, on me demande si j'ai fait mon service militaire ; j'ai fait quoi jusqu'ici ? Des petits boulots, dans deux petites boîtes de la périphérie-sud de Paris. Deux mois à chaque fois. Non du boulot, il n'y en a guère. A moins d'avoir des qualifications.

La qualification ? Les BEP, les CAP ? Bien souvent, du moins une partie d'entre eux, ils conduisent directement... à la porte de l'ANPE.

«Le BEP ? Moi j'ai un BEP d'agent administratif depuis 1978», raconte Paulette. Tu crois que ça m'a servi à quelque chose, ma qualification, jusqu'ici ? Penses-tu. Je n'ai même pas trouvé un emploi dans ma branche. J'ai juste été embauché au SMIC, 2 mois pour faire du classement dans une biblio-

thèque. A croire que ce que l'on apprend à l'école ne sert à rien. Mon BEP n'intéresse personne... Combien j'ai de copines également qui ne trouvent pas de boulot avec leur BEP : je peux t'en citer, cinq, rien que dans mon entourage immédiat. Ou alors, certaines trouvent du boulot mais non qualifié, et pas dans leur branche. C'est comme Jeanne — une copine — elle se retrouve vendeuse chez Radar. Avec un CAP d'employé de bureau, tu n'est pas forcément mieux loti : j'ai une autre copine, avec un CAP employé, qui a trouvé un boulot dans un bureau (agence immobilière), on n'a pas voulu entendre parler de sa qualification.

Les exemples de Jeanine et Michèle — mais on pourrait en citer d'autres — viennent amplement confirmer que les examens dans nombre de cas n'intéressent le patron que parce qu'ils sont la preuve de celui qui l'a à un minimum — ou beaucoup plus — de savoir faire. Mais quant à payer un salaire équivalent à la qualification, c'est une autre affaire, le patronat préfère verser des salaires équivalents à ceux d'OS.

LE «STAGE PRATIQUE» AUBAINE POUR LES PATRONS

A vrai dire, le patronat aujourd'hui a les moyens de payer même en-dessous de la qualification d'OS, bien plus souvent qu'avant, en proposant des contrats d'apprentissage ou d'«emploi-formation». Ceci dans le cadre du 3<sup>e</sup> pacte national pour l'emploi de Barre. Et les patrons ne s'en privent pas.

Au moins 50 % des annonces offertes aux jeunes à l'ANPE de la rue de Malte sont des «stages pratiques» type stage Barre. «Dans certains magasins pour la confection notamment — je connais puisque je n'ai travaillé que là, de temps à autre — ils te prennent en «stage pratique» comme ils disent, raconte Nicole, qui a depuis un an un CAP d'employé de bureau... ils te filent 90 % du SMIC pour quelques mois et tu fais autant d'heures que les autres : Si tu as quelques heures de formation (120 heures minimum officiellement pour les stages pratiques NDLR), on te fait faire le travail de

CAP BEP : de moins en moins de débouchés

	en 1969	en 1973	en 1976	en 1979
Avalent un CAP en poche				
Avalent un travail Sans travail	80,6 11,5	80,6 17,5	60,5 17,5	?
Avec un BEP en poche				
Avalent un travail Sans travail	81,2 7,7	88,6 ?	54,6 13	?

J'ai fait l'expérience avec des annonces dans les journaux. Tu vas à l'adresse indiquée, tu te retrouves à quinze : les patrons ont foutu leur annonce dans 10 journaux et à l'ANPE»

Concurrence sur le marché de l'emploi, même annonce vantée dans plusieurs journaux ou ANPE : les emplois semblent nombreux, en fait ils sont rares.

Gérard et Yves, pour un hypothétique emploi, auront perdu leur journée, s'ils ne sont pas pris. Ils devront revenir le lendemain : «Quand tu fais une annonce», raconte Gérard, «en effet, il est rare que tu puisses en faire une seconde. Le temps de revenir de l'adresse indiquée, il sera bien 13, 14 heures. A moins de ne pas manger, tu ne

peux revenir que vers 15 h 30, 16 heures. Il est trop tard, surtout avec l'attente, il y a du monde ici ! Pour retraverser Paris et te présenter à une seconde boîte. Ta journée est foutue».

Du monde, oui, il y en a à l'ANPE, rue de Malte, près de la Place de la République. Dès le matin, à l'ouverture, il y avait bien 50 personnes, surtout beaucoup de jeunes. Trouve-t-on, quand on est jeune, et qu'on sort de l'école, du travail en cette rentrée 1979 ? Pas plus qu'Yves et Gérard, même si l'on est titulaire d'un CAP ou d'un BEP, et qu'on sort des LEP comme des centaines de milliers de jeunes qui rentrent sur le «marché du travail» cette année. La preuve de tout cela ? Des jeunes que nous avons rencontrés rue de Malte, l'amont.

Un des avantages donc entre autres des stages Barre pour les patrons est de pouvoir employer à moindre frais les jeunes. Les travaux effectués par ces jeunes sont souvent non-qualifiés ; parfois le patron «forme» toujours à moindre frais le stagiaire et même valablement, si cela l'arrange. Mais cela coûte sans doute encore trop cher. L'idéal, on l'a compris, pour le patronat, serait sans doute de pouvoir embaucher des ouvriers ou des employés super qualifiés et payés... en apprentissage. Comme cela, ils feraient d'une pierre deux coups : ils économiseraient sur le salaire et le temps de formation.

Le nouveau régime d'indemnisation du chômage : une attaque supplémentaire contre les jeunes

Les stages Barre permettent aux patrons, dans le cadre d'un stage pratique, de ne payer donc qu'une somme équivalente à 20 % des 90 % du SMIC payés en pareille occasion (70 % étant payés par l'Etat). C'est peu, mais c'est encore trop pour certains patrons qui cherchent encore à prendre aux stagiaires une partie de cette faible somme. La preuve ? «Je suis tombé l'autre jour sur une annonce vraiment bizarre», raconte Joëlle. Ils demandaient une vendeuse en confection avec cet avertissement «stage pratique» offert à un jeune de 18 à 26 ans. Le salaire proposé était de... 70 % du SMIC alors que normalement c'est 90 % du SMIC.

Incroyable en effet !

Cela revient à dire que le patron... ne déboursait aucun sou puisqu'en reprenant 20 % du salaire, il supprimait la part de salaire qu'il devait payer ! Et pourquoi s'est-il permis de prendre 20 % ? Cette somme représente peut-être les repas de midi ? Cela fait près de 500 francs pour 20 repas, c'est cher ! et ça fait 30 % du salaire du stagiaire !

DES CHOSSES VRAIMENT BIZARRES

Voilà les emplois et les salaires qui sont proposés aux jeunes. On dira après qu'ils refusent de travailler ? Mais on n'a pas tout vu. Certains patrons offrent des emplois encore moins payés que 70 % du SMIC. Il est par exemple des patrons — jouant odieusement sur les difficultés à trouver du travail — qui n'hésitent pas à proposer à des jeunes de 16 à 20 ans, 15 % du SMIC pour apprendre le métier de carrelleur (annonce rue de Malte). D'autres patrons proposent eux de payer un salaire plus élevé, en fait le SMIC, mais en échange de travaux démentiels, jouant là encore sur le peu d'emplois offerts en général. Apeuvé, cette annonce délicate, lue toujours à l'ANPE rue de Malte : Coursier de métier avec mobylette, 20 courses par jour minimum (!) ; bonne connaissance de Paris (c'est plus que nécessaire NDLR) 40 heures par jour. Salaire : 5 francs + 1,50 (course, indemnité-essence...)

Il semble que le patron en ques-

tion ait été un peu loin. Nous avons été à trois reprises à l'ANPE rue de Malte. L'annonce y était toujours.

Un des avantages donc entre autres des stages Barre pour les patrons est de pouvoir employer à moindre frais les jeunes. Les travaux effectués par ces jeunes sont souvent non-qualifiés ; parfois le patron «forme» toujours à moindre frais le stagiaire et même valablement, si cela l'arrange. Mais cela coûte sans doute encore trop cher. L'idéal, on l'a compris, pour le patronat, serait sans doute de pouvoir embaucher des ouvriers ou des employés super qualifiés et payés... en apprentissage. Comme cela, ils feraient d'une pierre deux coups : ils économiseraient sur le salaire et le temps de formation.

Plaisanterie ? Non, certains patrons commencent à penser en ce sens. Henriette, secrétaire de 20 ans, titulaire du BAC G 1 (techniques administratives) sans travail depuis juillet, témoigne : «On m'avait proposé ce genre de boulot, je me souviens bien, faut dire que ça m'avait frappé : c'était une demande précisée de secrétaire-dactylo pour l'immobilier, donc un boulot qualifié. Ils payaient 90 % du SMIC. C'était un «stage pratique».

Mais le summum en l'affaire a sans doute été atteint (pour l'instant) par cette petite annonce que nous avons lue nous-mêmes et qui demandait une sténo-dactylo bilingue (anglais), donc pour le moins qualifiée... et payée

au SMIC dans le cadre d'un contrat «emploi-formation». Mais une formation de quoi au juste ? En sténo ? En dactylo ? En langue ? Il ne semble pas, puisque c'est justement les qualifications demandées ! Alors ? On veut peut-être former la nouvelle recrue aux habitudes de la maison ? Mais cela s'apprend sur le tas : alors ? Alors — et cet exemple le confirme — les stages pratiques et «emploi-formation» ne sont pas là pour former mais pour permettre au patronat d'embaucher les jeunes sans avoir à déboursier beaucoup d'argent, des jeunes corvéables à merci.

On le voit, en cette rentrée 1979, du travail pour les jeunes, il n'y en a guère. Et quand il y en a...

Stages Barre : l'exploitation à la carte

Deux types de stage existent : — Le stage pratique en entreprise : 4 mois de surexploitation pour 90 % du SMIC (les patrons paient une part de 20 %) — Le stage de formation : six mois maximum avec 75 % du SMIC pour les plus de 18 ans, 25 % pour les autres (soit environ 500 francs).

Deux types de contrat : — Le contrat «emploi-formation» : six mois ou un an avec le SMIC — Le contrat apprentissage : le premier semestre, le salaire est égal à 15 % du SMIC.

Les jeunes qui ne trouvent pas de travail — et ils sont nombreux — sont donc une demi-année sans un sou et, seuls quelques dizaines de milliers, avec les stages Barre, touchent quelques miettes.

Que se passe-t-il maintenant au bout des 6 mois si l'on n'est pas parvenu à trouver un emploi ? Une allocation de 20 à 40 francs est donnée quotidiennement aux jeunes chômeurs.

Beaucoup touchent 20 francs ! (les bacheliers de l'enseignement secondaire, les titulaires d'un diplôme de sortie d'une école professionnelle de l'Etat notamment...)

Les jeunes âgés de 25 ans ou plus qui apportent une aide indispensable au soutien de leur famille (parents invalides, etc.) y ont également droit. Voilà qui est généreux !

Qui touche 30 francs par jour après 6 mois de recherche de travail ? Il faut avoir fait son service national... ce qui ne fait qu'un an et touche d'abord pratiquement rien durant un an ! Et pour toucher 40 francs ? Il faut par exemple avoir fait un stage «emploi formation» ou un «stage pratique en entreprise», c'est-à-dire avoir accepté... d'effectuer un stage Barre. Il s'agit sans doute, on l'a compris, d'un moyen «d'inciter» les jeunes à effectuer les stages Barre où ils sont surexploités !

Les stages FPA : parkings à chômeurs... aux faibles salaires

Le dernier moyen pour toucher les 40 francs, si l'on n'a pas travaillé durant 6 mois, est d'effectuer un stage FPA... encore un moyen pour le gouvernement de camoufler le chômage... à moindre frais. Que touchent les stagiaires FPA qui n'ont jamais travaillé ? 25 % du SMIC ! Pour toucher 90 % du SMIC, ce qui ne fait pas lourd, il faut être «chaud» et assurer la charge d'au moins un enfant, entre autres !

## Les lycéens aussi

### «C'EST DUR D'ETRE INACTIF»

Les lycéens : en cette rentrée 1979, alors que l'emploi est rare, sont-ils plus favorisés ? Peuvent-ils après le bac de plus en plus continuer leurs études, en étant certains de trouver un emploi, un débouché au bout ? Ça dépend beaucoup de la filière dans laquelle on a été mis. La sélection, ça existe au lycée. Il est des filières (A, G...) où les débouchés sont plus rares et qui mènent souvent au chômage.

«Il y a toujours eu une division entre scientifiques et littéraires», raconte Georges. Avant 1968, quand tu avais un bac A, il y avait quand même des débouchés pour pas mal d'élèves ; maintenant c'est différent, il y a moins besoin de professeurs, dans certaines matières, ce qui est gênant puisque justement le professeur est un des principaux débouchés de la filière A. La réforme Haby a décidé que les enseignements trop critiques — l'histoire, le français — devaient être réduits ; les enseignants de ces matières ont donc moins d'heures ; on a donc moins besoin de professeurs au total, bien qu'il y ait plus d'élèves. Donc au total, ça fait des débouchés en moins. Y'a donc vachement de concurrence et tu peux accumuler autant de diplômes que tu veux, ce n'est pas pour ça que tu auras du boulot ; c'est plus dur que la A se déprécie. Un gars qui dit aujourd'hui je veux faire prof d'histoire-géo, il se frotte le doigt dans l'œil bien souvent».

Si les débouchés vers le professorat sont plus limités, ils existent mais encore faut-il pouvoir continuer les études. Ce n'est pas toujours facile. «Faut avoir les moyens de vivre 3 ans sans travailler ou que les parents fassent beaucoup de sacrifices», poursuit Georges, ou alors tu peux toujours bosser à côté, mais tu n'as plus le temps d'étudier sérieusement dans ce cas».

Certains continuent leurs études s'ils peuvent, sans trop y croire, les autres rentrant dans la vie active... souvent par la porte de l'ANPE. Georges, 19 ans, est de ceux-là : élève de seconde puis de première C au lycée Blanqui, à Saint-Ouen ; il a finalement été orienté comme beaucoup en terminale A, une filière qui mène à l'impassé. Depuis un an, il est au chômage et vit de petits boulots.

TRAVAUX DE NUIT, AU NOIR, TEMPORAIRES...

Après le bac A, une partie des gars continue la fac, non pas parce qu'ils espèrent trouver un débouché mais parce que ça les sécurise. Ils se disent «en attendant». Je connais un tas de gars comme ça. On peut penser ce qu'on veut de cette attitude mais c'est symptomatique et révélateur des espoirs de trouver du travail aujourd'hui chez les jeunes ! D'autres comme moi ne sont pas allés en fac et ont préféré bosser dès maintenant. Le problème est qu'il n'y a guère de boulot. J'avais déjà, au moment où je suis rentré en terminale, cru trouver un boulot comme pâtissier, et ça n'a pas marché poursuit Georges. «J'ai donc passé le bac A en 1978 ; j'ai aussi quitté mes parents. J'ai d'abord vécu en pavillon avec des copains à Bagnolet. J'ai fait des petits boulots, des petits coups aussi, comme beaucoup ; c'était un peu la démerde individuelle ; puis j'ai connu une fille, je me suis mis avec elle ; mais j'étais dépendant d'elle ; je me disais «c'est quand même pas très normal ce que je fais là». Alors j'ai cherché du boulot. Pas besoin de présenter le bac A, ça ne sert vraiment à rien ; j'ai trouvé des petits boulots uniquement : chauffeur-livreur ou alors dans le bâtiment avec des copains ; mais tout ça était un peu aléatoire,

temporaire. Faut dire qu'il y a eu ça comme boulot».

Pour faire un peu d'argent, Georges, de juin 1978 à aujourd'hui, est alors obligé de faire du travail au noir, ce travail qui se développe et arrange bien les patrons (pas de sécurité sociale...)

«Oui, j'ai fait du travail au noir pour avoir du fric ; j'étais obligé car à deux, un salaire ne suffit pas, c'est le moins qu'on puisse dire et je te dis quel autre boulot».

Toujours en quête d'argent, comme beaucoup de ses copains, Georges cherchera du travail de nuit mais cela pose d'autres problèmes : «J'étais trouvé un boulot comme éclairagiste au Moulin Rouge ; mais c'est pareil, tout est lié au problème du couple : je ne voyais plus ma copine, alors je n'y suis pas allé».

«A un moment, puisque je ne trouvais pas de boulot, je me suis dit, autant faire quelque chose qui m'intéresse, poursuit Georges. J'ai alors décidé de faire l'école du cirque mais le problème est toujours le même : il faut en vivre. Comment ? Ce n'était pas possible, j'ai donc arrêté. Tu comprends il y a d'un côté ce qui te ferait plaisir et puis il y a le côté pognon de la chose. Et puis, c'est vachement dur de te dire «Je fais un truc qui me plaît et de le faire et de savoir que ça ne te servira à rien ; tu fais une école qui te plaît mais tu arrives à 25 ans, tu n'as toujours pas de qualification...»

«LES GENS TE VOIENT NE RIEN FAIRE»

«Alors tu essaies de retravailler ; un peu n'importe quoi, surtout quand tu n'as pas travaillé depuis un moment. Ça faisait trois mois que j'étais sans boulot quand j'ai été chauffeur-livreur, toujours pas longtemps. J'étais payé, quoi ? 15 F de l'heure ; on m'aurait dit 10, j'aurais pris, tu n'as pas le choix d'ailleurs dans les boulots. Si tu ne veux pas du boulot, y'en a dix autres qui se pointent après toi. C'est d'ailleurs pas compliqué : tu achètes Le Figaro pour les annonces, tu vas au troquet, t'as 15 gars qui lisent Le Figaro.

Tu finis par accepter n'importe quel boulot parce qu'il faut que tu bouffes et aussi parce que le chômage, c'est dur psychologiquement aussi. Tu es tellement content de trouver du boulot. Les patrons le savent bien et en profitent ; tu comprends, quand tu es comme moi depuis un an au chômage tu te dis «mais à quoi je sers, moi ? Je ne fais rien de mes mains, je ne sers à rien». C'est intolérable au bout d'un moment. C'est quand même dur d'être inactif.

Mais ce qui aussi terrible, c'est l'isolement, une certaine incompréhension des gens qui s'explique tout à fait avec la propagande qui est faite par le gouvernement.

C'est vrai, et c'est positif, «les chômeurs qui ne cherchent pas de travail», c'est une idée qui recule et pour cause, mais ça existe encore ; avec mes parents, j'ai eu vachement de conflits ; tu comprends, des périodes de crise comme ça, ils n'ont pas connu ; alors, ils ne comprennent pas que je ne trouve pas de boulot...»

«LES GENS TE VOIENT NE RIEN FAIRE»

«Alors tu essaies de retravailler ; un peu n'importe quoi, surtout quand tu n'as pas travaillé depuis un moment. Ça faisait trois mois que j'étais sans boulot quand j'ai été chauffeur-livreur, toujours pas longtemps. J'étais payé, quoi ? 15 F de l'heure ; on m'aurait dit 10, j'aurais pris, tu n'as pas le choix d'ailleurs dans les boulots. Si tu ne veux pas du boulot, y'en a dix autres qui se pointent après toi. C'est d'ailleurs pas compliqué : tu achètes Le Figaro pour les annonces, tu vas au troquet, t'as 15 gars qui lisent Le Figaro.

Tu finis par accepter n'importe quel boulot parce qu'il faut que tu bouffes et aussi parce que le chômage, c'est dur psychologiquement aussi. Tu es tellement content de trouver du boulot. Les patrons le savent bien et en profitent ; tu comprends, quand tu es comme moi depuis un an au chômage tu te dis «mais à quoi je sers, moi ? Je ne fais rien de mes mains, je ne sers à rien». C'est intolérable au bout d'un moment. C'est quand même dur d'être inactif.

Mais ce qui aussi terrible, c'est l'isolement, une certaine incompréhension des gens qui s'explique tout à fait avec la propagande qui est faite par le gouvernement.

C'est vrai, et c'est positif, «les chômeurs qui ne cherchent pas de travail», c'est une idée qui recule et pour cause, mais ça existe encore ; avec mes parents, j'ai eu vachement de conflits ; tu comprends, des périodes de crise comme ça, ils n'ont pas connu ; alors, ils ne comprennent pas que je ne trouve pas de boulot...»

«LES GENS TE VOIENT NE RIEN FAIRE»

«Alors tu essaies de retravailler ; un peu n'importe quoi, surtout quand tu n'as pas travaillé depuis un moment. Ça faisait trois mois que j'étais sans boulot quand j'ai été chauffeur-livreur, toujours pas longtemps. J'étais payé, quoi ? 15 F de l'heure ; on m'aurait dit 10, j'aurais pris, tu n'as pas le choix d'ailleurs dans les boulots. Si tu ne veux pas du boulot, y'en a dix autres qui se pointent après toi. C'est d'ailleurs pas compliqué : tu achètes Le Figaro pour les annonces, tu vas au troquet, t'as 15 gars qui lisent Le Figaro.

Tu finis par accepter n'importe quel boulot parce qu'il faut que tu bouffes et aussi parce que le chômage, c'est dur psychologiquement aussi. Tu es tellement content de trouver du boulot. Les patrons le savent bien et en profitent ; tu comprends, quand tu es comme moi depuis un an au chômage tu te dis «mais à quoi je sers, moi ? Je ne fais rien de mes mains, je ne sers à rien». C'est intolérable au bout d'un moment. C'est quand même dur d'être inactif.

Mais ce qui aussi terrible, c'est l'isolement, une certaine incompréhension des gens qui s'explique tout à fait avec la propagande qui est faite par le gouvernement.

C'est vrai, et c'est positif, «les chômeurs qui ne cherchent pas de travail», c'est une idée qui recule et pour cause, mais ça existe encore ; avec mes parents, j'ai eu vachement de conflits ; tu comprends, des périodes de crise comme ça, ils n'ont pas connu ; alors, ils ne comprennent pas que je ne trouve pas de boulot...»

# PLOVAN PLOGOFF MÊME COMBAT ?

Ce projet, refusé par de nombreuses communes (Douarnenez, Poullan...) est accepté en septembre 1978 par la municipalité de Plovan, à l'unanimité, moins une voix, celle d'un seul des trois conseillers de gauche. Et cela, sans qu'aucune information ne soit faite à la population, ni même aux conseillers (fait significatif : à la réunion d'informations demandée par de jeunes agriculteurs, et dont le maire dira qu'elle a été à sa seule initiative, le premier adjoint se tourne vers lui pour lui demander ce qu'est exactement ce village...).

Il est vrai que le maire fait de Plovan sa propriété familiale : son frère est chargé de travaux dans la commune, sa sœur reçoit le droit de construire des gîtes ruraux là où d'autres ont essuyé un refus... sans compter les démêlés du maire avec le fisc. Mais ce monsieur est l'ami de Guermeur, député RPR de l'arrondissement et fervent défenseur de la centrale nucléaire de Plogoff.

## La fin de Plovan ?

Face à ce projet, l'Association de Défense de Plovan et du pays Bigouden se crée avec 60 membres et 450 personnes signent une pétition. Pour le maire, les choses sont claires : le village n'a que des avantages ; la création de 30 emplois permanents, amenés rapidement à 20, la reprise de la natalité à Plovan qui se dépeuple, et de nouvelles recettes pour le village.

Au contraire, pour l'Association, le village marquerait la fin

de Plovan. En occupant une partie des terres de la commune (15 hectares, sans compter les aménagements nécessaires : routes, voirie, équipements publics...) il engloberait une partie des nouvelles ressources et porterait gravement atteinte à un site écologique riche. Surtout, il accélérerait l'exode des agriculteurs, en empêchant l'installation de jeunes (le prix à l'hectare est multiplié par 4).

Enfin, la CDA (Commission Départementale de l'Agriculture), obligatoirement consultée sur tous les projets d'urbanisme, décide de s'opposer au projet. Il faut dire que le jour de la décision, l'Association avait appelé à manifester devant la préfecture de Quimper...

## Où l'on reparle de Guermeur...

Jusqu'à Pâques 1979, le préfet ne prend aucune décision. Pourtant, à une réunion du Conseil Municipal, convoquée à la sauvette, le vote d'une étude d'impact est acquis. Etude payée 5 millions anciens et confiée à une société privée, qui conclut évidemment à l'impact positif de cette implantation. L'association entreprend alors une double bataille : rédaction d'une contre-étude d'impact montrant tous les dangers de cette implantation et la faiblesse de l'étude « officielle », et enquête sur la réalité de la société constructrice (Saurier) et de ce village. En effet, une société privée, qui ne bénéficierait pas de solides appuis, attendrait-elle pendant un an pour implanter un village dont le

C'est en ces termes que commence à se poser la question de l'implantation à Plovan, petite commune de 800 habitants à 30 km de Plogoff (Sud-Finistère), d'un village de vacances.

Sur 15 hectares de terrains, considérés comme zone verte, protégée et non constructible

par le ministère de l'Agriculture (3/4 de terrains agricoles, 1/4 de landes constituant l'un des derniers sites de reproduction de nombreuses espèces d'oiseaux), ce village de 200 maisons comprendrait un restaurant, un mini-golf, terrain de tennis, piscine chauffée et accueillerait 1 200 touristes de luxe.



La manifestation du 17 août.

coût est de 3 milliards de francs, alors que la population s'y oppose ? Qu'est-ce cette société qu'il est impossible de contacter directement ? Que serait ce village dont personne ne sait rien ?

De plus en plus, l'instigateur semble être Guermeur. Manœuvrant derrière le maire, puis au travers du Syndicat Intercommunal (fantomatique, sans budget et présidé par lui-même) il apparaît au grand jour par une « question écrite » au Ministère de l'Agriculture sur son refus de permettre cette implantation. Demande à laquelle le Ministère répond favorablement, puisque « les élus locaux sont d'accord ».

## Le maire se fâche...

Aussi, le 17 août 1979, l'Association organise un pique-nique

sur le site, suivi d'une manifestation jusqu'à la Mairie où seront déposées la contre-étude et signé le registre de l'étude officielle demandant l'avis de la population. Une centaine de personnes participeront au pique-nique et 250 à la manifestation, dont de nombreux habitants de Plogoff.

Succès qui provoquera la colère du Maire, mettant en avant la faible participation des Plovanais... mais oubliant de dire que leur nombre s'est accru tout au long de la manifestation et qu'aucun d'entre eux n'a signé en faveur du village.

La réunion du Conseil Municipal du 27 août fut donc houleuse, le Maire attaquant très violemment l'association, mais elle fut intéressante : on apprit qu'il y avait deux sociétés dont l'une avait payé 2 millions pour l'étude d'impact (qui paiera le reste ?) ; on apprit également que le maire se faisait lui-même promoteur (où prendra-t-il l'argent ?) et qu'il revendra ensuite au plus offrant, qu'il est prêt à construire autour des terres non vendues aux promoteurs... etc ; qu'il ferait donc ce village.

## Un village de luxe et une centrale ?

Dernière touche (provisoire) au panorama : la visite de d'Ornano à Quimper pour la présentation de sa circulaire de « protection du littoral ». Les militants de l'Association l'attendent et lui disent ce qu'ils pensent de ce projet. D'Ornano est pour, en contradic-

tion avec le texte qu'il publie, affichant ainsi son mépris pour les travailleurs bretons et l'avenir de la Bretagne ? Région dont il espère peut-être qu'elle se transforme en un immense camp de vacances pour touristes nordiques et champ de construction pour centrales nucléaires.

C'est compter sans la détermination de la population bretonne, résolue à ne pas se laisser faire. Ainsi à Plovan « le lien commence à se faire avec Plogoff » comme le dit un des responsables de l'Association.

La présence des habitants de Plogoff à la manifestation du 17 août en témoigne. Et ce lien se fait à plusieurs niveaux. Car une hypothèse est de plus en plus avancée : ce village de vacances pourrait être le lieu d'habitation des cadres de la centrale (future ?) de Plogoff, car Plovan est situé hors de la zone considérée comme dangereuse.

Mais surtout, dans un cas comme dans l'autre, la population est tenue à l'écart de toute décision concernant l'avenir de la Bretagne.

La vocation agricole de cette partie de la Bretagne est niée au profit d'un tourisme qui accélérera l'exode des agriculteurs, et de la construction de centrales nucléaires dont la sécurité laisse largement à désirer.

L'Association de défense va donc s'engager dans une bataille de longue haleine, dont une procédure juridique, puisque le maire a décidé de déposer une demande de permis de construire.



Pour tout soutien : Maryvonne Goanec.  
Prat-Boloch  
Plovan 29 143  
Association de Défense de Plovan et du pays Bigouden  
Gualen  
Plovan 29 143

## Vaulx-en-Velin

## LA CITE EN REVOLTE

Vaulx-en-Velin. Banlieue ouvrière de Lyon, la ville est connue pour sa ZUP, en croissance constante, mais aussi pour une cité au nord de la ville. La Grappinière. Les bulletins radio, la presse l'ont projeté depuis quelques jours sur le devant de l'actualité. Ce qui s'est passé samedi dans l'après-midi est connu : l'interpellation d'Akim, jeune

Accusé de plusieurs vols de voitures et d'infraction à un avis d'expulsion, le jeune délinquant s'était réfugié dans un appartement. Alors que selon des voisins, la police avait déjà tiré sur lui, il fut pris de panique et tenta de s'ouvrir les veines, avec un tesson de bouteille. En bas de l'immeuble, la police avait pris position et bouclé toute la cité. Puis l'assaut est donné. Selon des témoins, Akim fut traîné sans ménagement en bas de l'immeuble. Son frère a indiqué qu'il l'a vu ensanglanté, les menottes aux mains et sans garrot. La mère et le frère se sont précipité pour le soigner, ils auraient été giflés et frappés par les policiers... C'est ce qui a déclenché la colère des gens du quartier.

A l'issue de la bagarre, Akim est entre la vie et la mort, 4 policiers ont été blessés ainsi que le commissaire, et 5 véhicules de police sérieusement endommagés.

## UN VERITABLE GHETTO

La Grappinière : ce sont des barres d'immeubles, construits il y a 20 ans pour les rapatriés d'Algérie, et qui depuis se dégradent, jamais réparés par les offices HLM... De maigres pelouses tristes et sales, des allées d'immeubles laissées à l'abandon, un aspect de misère et de désolation, tel est le visage de cette cité. Près de 40% de familles maghrébines y sont installées. On y trouve des anciens rapatriés, des familles ouvrières récemment arrivées... Et une foule de jeunes, chômeurs pour la plupart...

Aucune infrastructure collective, pas d'équipements socio-culturels, pas de lieux de rencontre prévus pour les jeunes...

Sous prétexte d'abus, la municipalité ne remplace pas les lampes et autres objets. Des tentatives d'animation ont eu lieu, rapidement suspendues par la mairie, car cela ne correspondait pas à «son» image de l'animation... En quelques mots, le visage de cette cité peut être brossé : semblable à d'autres bidonvilles de béton, semblable par son aspect «ghetto» à la cité d'Olivier de Serres à Villeurbanne, maintenant en cours de démolition par la mairie socialiste, semblable à tant d'autres quartiers de ZUP où vivent des familles immigrées, et de nombreuses familles «marginalisées».

voleur de voiture de 17 ans par une police venue en force dans la cité provoqua une violente réaction populaire, et durant une demi-heure les habitants de la cité, les voisins de la famille où le jeune s'était réfugié... ont pris à partie les policiers venus procéder à l'arrestation, ainsi que les pompiers survenus par la suite.



## LA GOUTTE D'EAU QUI A FAIT DEBORDER LE VASE

La présence de la police y est constante : quadrillage policier la nuit, avec chiens et lampes, contrôles d'identité répétés, vexations, descentes de police avec son cortège d'insultes et de brimades, quand ce ne sont pas des coups...

Et sans pour autant excuser de quelque manière que ce soit les agissements des petits délinquants, comme ce jeune de samedi, il faut souligner que toutes les interventions de la police dans cette cité, voire au Centre Commercial de la ZUP, sont très violentes. La vue du jeune ensanglanté, menottes aux mains, au milieu des uniformes a certainement été la goutte qui a fait déborder le vase. Mais qu'une cité entière, jeunes et vieux, O.S. du bâtiment et jeunes chômeurs, se révolte à ce point, cela en dit long sur l'exaspération des habitants.

politique d'application de la loi, avant même que les négociations ne se terminent et en dépit de l'occupation totale des Palestiniens.

## Policiers agressés

L'arrestation d'un jeune voleur de dix-sept ans, à la suite d'une émeute anti-policier, samedi midi, à Vaulx-en-Velin (Rhône), a entraîné l'arrestation d'un jeune délinquant, recherché pour des vols à main armée. Le jeune homme s'était réfugié et barricadé dans un immeuble HLM du quartier Grappinière, véritable «ghetto».

Ce que l'humanité de lundi retient de la révolte des habitants de la cité.

Et dire que la municipalité PCF réclame encore plus de renforts de police, et qu'elle a fait fermer un club de jeunes...

Correspondant  
Vaulx-en-Velin

## Les vœux du Maire

Le Maire de Vaulx-en-Velin, J. Capievic, a publié une déclaration où, après avoir dénoncé «le comportement inadmissible de certains éléments troubles qui ont pu, du fait de la mansuétude pratiquée depuis longtemps à leur égard, se croire tout permis», il exige que «le choix des familles locataires puisse être effectué, à la Grappinière et à Vaulx-en-Velin, par la municipalité». Histoire de ne pas dépasser le «seuil de tolérance», cher aux mairies PCF de la région lyonnaise... La déclaration se termine sur les vœux du Maire, entre autre aux policiers, et une exhortation à «regagner la Grappinière par une attitude digne et respectable».

## ● Strasbourg : dernière information sur la lutte des maîtres auxiliaires



La commission intersyndicale a fait aux directions syndicales de nouvelles propositions d'actions. Les initiatives suivantes ont été retenues :

- des groupes de MA chômeurs parcourent les établissements scolaires pour expliquer leur situation et ainsi gagner à la lutte ceux qui ne voient pas encore la nécessité d'engager un mouvement de grève.

- une permanence a été votée et acceptée, permanence qui permettra de faire le lien entre les diverses initiatives d'action.

Calendrier : mercredi 19 : A.G. des délégués d'établissement. Entre temps, il est demandé que se tiennent des A.G. dans tous les établissements en vue de discuter sur la grève de la semaine prochaine.

Et probablement vendredi 21, un mot d'ordre de grève sera lancé reconductible tous les 2 jours. (Sur ce type de grève, les avis sont partagés. Beaucoup de MA sont pour une grève illimitée et des actions de type occupation, telles que celles organisées en mai et en juin dernier).

Corr. STRASBOURG

## Accidents du travail : mort, mutilation, chômage...

Un accident du travail toutes les 6 secondes, un accident mortel toutes les demi-heures. C'est ce qui se passe chaque jour de travail. Dans les ateliers, sur les chantiers, dans les mines... chaque jour apporte son nouveau lot de victimes. En 1977, on a enregistré plus d'un million d'accidents du travail et plus de 150 000 accidents de trajet.

Ces chiffres officiels, cités lors du 34ème congrès de la Fédération des Mutuels du travail qui vient de se terminer à Montpellier, ne tiennent compte que des travailleurs affiliés au régime général de la Sécurité Sociale. On estime, travailleurs de l'agriculture et des mines compris, où les accidents sont très fréquents, que plus de 4 000 personnes meurent chaque année pendant leur travail, et 4 000 autres sont victimes de maladies professionnelles.

D'autres chiffres impressionnants ont été cités : 15 % des chômeurs sont des handicapés. Non content de les mutiler à vie, le capitalisme les réduit au chômage et à la misère. Nombreux sont les handi-

capés, provenant surtout du bâtiment qui sont ainsi rejetés de centre en centre, d'administration en une autre, et doivent se contenter de 15 F par jour...

Et citons aussi les 150 000 accidents dit de «trajet» dus à l'éloignement démesuré du lieu de travail par rapport au lieu de domicile.

Travail au rendement, systèmes de sécurité absents ou défectueux sur les machines, filet de protection non montés, manipulation quotidienne de matières ou produits toxiques et polluants... tout cela entraîne la mort de milliers de travailleurs et handicapés à vie des milliers d'autres.

Le congrès de la FMT, tenu d'ailleurs en présence du ministre de la Santé, J. Barrot, a évoqué également la nécessité de révaloriser les rentes et pensions de la Sécurité Sociale, qui pourraient souffrir du blocage des salaires conseillé par le gouvernement pour 1980. Plusieurs délégués sont intervenus à la tribune pour demander l'extension de la liste des affections reconnues comme maladies professionnelles, notamment pour les travailleurs du nucléaire.

## ● Paras contre paysans au Larzac

L'armée française sur le plateau du Larzac avait «égéré» un camion au cours de manœuvres, vendredi, sur une propriété de la Blaquière. Les paysans du plateau ont alors dressé un barrage en attendant «le constat de l'infraction par la gendarmerie».

La manœuvre militaire en cours se poursuivait, d'une curieuse façon car dans la nuit de vendredi à samedi, ce sont des parachutistes qui sont intervenus, blessant quelques personnes, avant de dégager la voie...

## ● Un innocent qui ne l'est pas au yeux de la Justice

Guy Falgairrolles a été condamné le 17 juin 1976 à 8 ans de réclusion criminelle pour un hold-up qu'il n'a pas commis. Innocent, il a pourtant fait 1693 jours de prisons.

Il vient d'être mis en liberté conditionnelle. Pour la police Guy Falgairrolles était un coupable tout désigné : un casier judiciaire pour vol de moto, très vague signalement correspondant. Au cours d'un interrogatoire musclé, il fait des aveux. Ensuite ses protestations d'innocence nul ne les entendra. La machine judiciaire est en route, jusqu'à la condamnation.

15 jours après que le jugement ait été rendu, en juillet 1976, Yannick Bonnal, déjà emprisonné pour d'autres affaires, s'accuse du hold-up reproché à Falgairrolles. Et les preuves ne manquent pas, c'est bien Bonnal le coupable. Rien n'y fait, le procès ne sera pas révisé. Aujourd'hui Falgairrolles n'est plus en prison mais il n'est pas considéré innocent pour autant : «je serai sorti de prison comme un voleur, comme un coupable, soumis au contrôle judiciaire et contraint de fournir des feuilles de paie à la justice pour conserver une liberté précaire. Pour moi, il n'y a pas d'erreur judiciaire, mais la volonté délibérée de se tromper, pourvu qu'on ait un coupable, peu importe qu'il soit innocent.» a déclaré lundi Guy Falgairrolles au cours d'une conférence de presse.

## Une usine chimique parmi des milliers d'autres

# SANDOZ EMPOISONNE LE RHIN

De nombreux facteurs menacent et détruisent l'environnement. Parmi ceux qui exercent l'action la plus dangereuse pour les êtres vivants il faut citer : la radioactivité, les métaux lourds tels que le cadmium, le plomb, le mercure, et les composés organohalogénés. (...)

Les composés organohalogénés ont été et sont toujours produits et utilisés à grande échelle. Beaucoup de ces substances jouent maintenant un rôle important car elles ont facilité notre manière de vivre, mais, en partie, elles constituent pour l'humanité un risque qui n'est plus admissible. Dans la catégorie de ces substances chimiques on trouve de nombreuses matières plastiques bien connues, des insecticides, des herbicides, des produits chimiques intermédiaires, des solvants tels que les dérivés chlorés du benzène et également des poisons de la classe de ceux qui en 1976 ont donné lieu à la catastrophe de Seveso en Italie.

De nombreux organohalogénés présentent les propriétés suivantes :

— ils sont extrêmement toxiques

— ils sont très lentement ou pratiquement pas biodégradables  
— étant fortement lipophiles, ils entrent dans la chaîne alimentaire et s'accumulent de plus en plus dans le corps humain.

### DES PRODUITS QU'ON RETROUVE PARTOUT

Les maladies qu'ils provoquent ne se manifestent souvent qu'au bout de quelques décennies : il s'agit par exemple de cancers et de malformations. Une modification génétique profonde de l'homme au bout de quelques générations n'est pas à exclure.

Evacués avec les ordures, ces produits sont soit enfouis, soit brûlés. Beaucoup de ces produits les plus dangereux ne sont pas détruits mais répartis, à l'état finement divisé, dans l'environnement. On peut d'ailleurs les retrouver partout : au cercle polaire et dans chaque être humain. Parmi ces produits il y a des poisons qui, comme ceux de Seveso, ne peuvent être détruits que dans des fours

spéciaux dont la température monte à 1200°C. Mais en général, même l'industrie chimique ne dispose pas de tels fours spéciaux. (...)

### LA RECHERCHE DU PROFIT MAXIMAL

Il ne se passe plus guère un jour sans que les mass-média n'évoquent un problème d'environnement. Mais il est très rare que soit posé le problème de fond. Le plus souvent, ces cas sont dus à l'ignorance et à la recherche irresponsable du profit maximal. (...)

La grande industrie chimique banalise les risques. De nombreuses catastrophes de pollution se sont produites de par le monde, mais jamais les responsables n'étaient prêts à avouer les faits dès le début. On parle toujours d'un risque «résiduel» qui serait acceptable et inévitable. Ainsi, un responsable de Sandoz, Bâle, m'a dit un jour : «nous devons tous payer le prix du progrès». Le moment est venu de parler de ce «prix» : maladies, malformations, souvent la mort prématurée. (...)

Le 5 décembre 1978, Sandoz a déclaré que la teneur en PCB des lipides de cette personne n'était pas alarmante. Son médecin n'a pas réussi jusqu'à présent, malgré trois lettres recommandées, à obtenir les résultats des analyses. Le Service de Santé de la Ville de Bâle a également été informé de cet état de fait, mais jusqu'à présent, la lettre est restée sans réponse.

### FAITES-VOUS DONC LICENCIER !

Par l'intermédiaire de son médecin de travail, Sandoz a fait savoir à la compagnie d'assurances concernée, la «SUVA», que cette personne n'a jamais été en contact avec des PCB, ce qui est inexact. A la suite de cette déclaration, l'assurance a refusé toute couverture de séquelle pouvant se manifester par la suite.

Lors de l'apparition de nouvelles réactions allergiques cutanées, son supérieur a insisté pour qu'elle aille immédiatement voir le médecin du travail de Sandoz. Ce médecin lui a promis qu'il obtiendrait son licenciement, car il considérait que c'était pour elle le meilleur remède. Elle a ensuite été mutée à plusieurs reprises, et on l'a obligée à effectuer des travaux absolument impensables. Sandoz cherchait ainsi à obtenir qu'elle refuse un travail pour avoir enfin une raison pour justifier son licenciement. Le Service du Personnel l'a invitée à plusieurs reprises à donner elle-même sa démission en prétendant «qu'elle le supporterait mieux psychologiquement que si elle devait être licenciée». (...)

Je n'ai pas réussi à obtenir de Sandoz qu'ils tirent des conclusions des constatations faites, bien que je me sois adressé aux instances les plus élevées de la firme.

Par propre expérience j'ai vécu la façon d'agir de Sandoz avec des employés qui font des propositions, posent des questions gênantes, ou même refusent les conditions de travail qui les rendent malades : celui qui ne sait pas se taire devra subir une tracasserie après l'autre, jusqu'à ce qu'il soit dégoûté de l'entreprise.

En décembre 1977, j'ai été suspendu de mes fonctions et je n'ai pas tenu à renouveler le contrat.

Le document du docteur Kerner est diffusé en France par l'Association Fédérale Régionale pour la Protection de la Nature dans l'Est.  
AFRPN  
8, rue de la Bourse  
68100 Mulhouse.

Par une lettre de sa filiale américaine, l'attention de Sandoz a été attirée en mai 1976 sur le fait que, lors de la production de phtalocyanines — colorants organiques — il apparaissait des biphenyles chlorés (PCB) fortement toxiques. Sandoz m'a chargé de cette affaire. Les études effectuées ont débouché sur les constatations suivantes :

A côté des PCB apparaissent les poisons suivants : des dibenzofuranes polychlorés (des substances très proches des poisons de Seveso et ayant pratiquement la même toxicité), le tétra, le penta et l'hexachlorobenzène, l'ester biphenylechloré et des phénols chlorés. (...)

Les premières études semi-quantitatives qui ont été faites dans ce domaine ont montré que les pigments vendus par Sandoz contenaient (de l'ordre des ppm) de ces substances toxiques. L'analyse d'un des solvants utilisés (trichlorobenzène) a montré que la teneur totale en substances toxiques se situait entre 0,5 et 0,7 %.

### 80 KILOS DANS LE RHIN

Une lettre de Sandoz indique qu'en 1976 on a utilisé dans un secteur donné pour la fabrication des colorants à base de phtalocyanines. 22 tonnes de trichlorobenzène. 11 tonnes ont été éliminées sur un dépôt d'ordures chimiques et 11 tonnes ont été envoyées avec les eaux usées dans le Rhin. En admettant une seule utilisation du solvant, on devrait retrouver 80 kg de poison dans les 11 tonnes. Mais le solvant étant régénéré après chaque cycle de production et réutilisé dans un processus donnant de nouvelle naissance à des substances toxiques, la quantité totale de poison déjà déversée ou restant à déverser dans le Rhin représente un multiple de 80 kg. Il est évident qu'on ne fabrique pas seulement les phta-

locyanines avec des dérivés chlorés du benzène. La pollution du Rhin par des substances du type «poison de Seveso» est certainement beaucoup plus importante et nous ne voyons que la petite pointe d'un gros iceberg.

Dans son «Etude écologique de la pollution par le mercure du bassin du Rhin en Alsace et de son évolution 1973-1977», le professeur Carbiener (UER de Pharmacie, université Louis Pasteur, Strasbourg) a constaté que la teneur globale des lipides des poissons du Rhin en PCB et insecticides organochlorés atteint entre Bâle et Karlsruhe des doses de l'ordre de 320 ppm au total, alors que dans les poissons du lac de Constance, on trouve une teneur de 2 ppm. Les populations riveraines du Rhin en France, Suisse, Allemagne et Hollande pompent leur eau potable dans le Rhin...

Il y a lieu de signaler qu'en Suisse il est interdit de se débarrasser sur un dépôt de déchets industriels de substances appartenant à la catégorie 1 des poisons. De ce fait, les grands groupes chimiques suisses sont obligés d'exporter leurs déchets fortement toxiques.

### LES MALADES DU LABORATOIRE

Lors des productions chimiques, ces substances toxiques sont également éjectées dans l'atmosphère. De ce fait, le personnel travaillant dans ces usines et la population des environs se trouvent exposés à un risque permanent.

Un de mes laboratoires se trouvait au dernier étage d'un bâtiment de la firme Sandoz. Lors d'une discussion au laboratoire, nous avons découvert que pratiquement tous ceux qui avaient travaillé à cet étage étaient périodiquement et simultanément malades. Des réactions cutanées de type chloracné, des pertes d'acuité visuelle, des con-

jonctivites, de très fréquentes bronchites, des perturbations du sommeil, des fatigues inexplicables, des difficultés au niveau du foie, de la vésicule, du duodénum et des poumons ont été constatées.

Souvent, les soins ordonnés par le médecin personnel des intéressés restaient inopérants sans que l'on découvre pourquoi. En recherchant les raisons, nous avons découvert que l'entrée d'air de l'installation de climatisation se trouvait placée au-dessus des conduits d'éjection provenant des locaux de fabrication voisins, dans lesquels on produisait entre autres des pigments à base de phtalocyanines et y effectuait la distillation de solvants halogénés.

### 10 MALADES DU FOIE SUR 12

J'ai proposé à l'époque à Sandoz l'examen médical de 12 personnes : 10 personnes, dont moi-même, ont été convoquées à plusieurs reprises pour des visites médicales ; chez moi, ainsi que chez une autre personne, les médecins ont trouvé un résultat pathologique lors de l'examen du foie. Pour obtenir que les résultats soient communiqués à mon médecin personnel, j'ai dû faire appel à un avocat. Une biopsie du foie effectuée par la suite n'a pas pu établir la relation de cause à effet. Toutefois, après un arrêt de travail de 6 mois, les résultats des analyses de mon foie étaient à nouveau normaux, ce qui laisse supposer que j'avais été victime d'une intoxication.

Dans un entretien que j'ai eu plus tard avec lui, le directeur de Section Production des Colorants m'a signalé, très surpris, que dans le filtre à poussières de l'installation de climatisation, on avait trouvé «une forte concentration de PCB», ce qui signifie que nous tous respirions de l'air pollué où il y avait aussi du PCB.

### L'auto-contrôle

A Bâle, la grande industrie chimique a déclaré : «La meilleure solution, c'est l'auto-contrôle».

En France, la situation est semblable : le Préfet du département du Haut-Rhin aurait dû, pour vérifier la véracité des accusations portées, effectuer des analyses concernant cette pollution ; mais il a dû se satisfaire des informations données par la firme «Sandoz Huningue France», étant donné que les services compétents (c'est-à-dire le Service des Mines) n'ont en aucune façon la possibilité d'effectuer ces analyses.

Ainsi, il apparaît, en France comme en Suisse, que les usines internationales Sandoz sont unanimes pour dire que le meilleur contrôle existant est celui que l'on fait soi-même.

### TOP SECRET

Une de mes collaboratrices, une Française travaillant dans ce même bâtiment où l'on avait trouvé le PCB dans le filtre à poussières de l'installation de climatisation, a été malade pendant plus de 5 mois en 1978. Trois médecins différents avaient signalé à Sandoz que, dans le cas de cette personne, les maladies devaient être mises en relation avec le travail. Sandoz a exercé une pression sur l'intéressée, et à plusieurs reprises, on lui a dit qu'elle était malade psychologiquement et qu'elle avait été influencée par moi. On a réussi à la faire examiner à Bâle pour détecter éventuellement la présence de PCB. Cette analyse a été faite par les établissements F. Hoffmann La Roche.

# Afghanistan : alors que le régime pro-soviétique est de plus en plus isolé REVOLUTION DE PALAIS A KABOUL

Au moment où la rébellion qui regroupe diverses forces luttant pour l'indépendance nationale, s'étend à toutes les provinces du pays, de nouvelles purges ont eu lieu à Kaboul. Taraki, chef de l'état, a dû céder la place à son premier ministre Hafizullah Amin. Le renversement de celui à qui Brejnev renouvelait son appui, il y a encore quelques jours a-t-il été voulu par l'URSS ? Il est encore trop tôt

Dès samedi, le premier ministre Amin, révoquait le ministre de l'intérieur et celui des affaires étrangères. Vingt quatre heures plus tard, Radio-Kaboul annonçait qu'après avoir examiné pendant 4 heures la demande de démission, du président Taraki, le Conseil de la Révolution avait décidé de le relever de toutes ses fonctions et des postes qu'il occupait. En fait certaines informations font état de coups de feu et d'explosions qui se seraient produites dès vendredi dans la capitale. Elles semblent confirmées par l'annonce officielle de la mort du chef de la police, le même jour. Ça n'est pas la première fois que des combats sont signalés dans Kaboul même. Une fois de plus, les contradictions au sein du parti gouvernemental afghan se sont réglées par la force des armes et on assisté à la 4ème purge depuis le coup d'état d'avril 1978.

Les progrès, ces derniers mois de la rébellion contre le régime pro-soviétique de Kaboul sont certainement à l'origine des changements survenus ces derniers jours à la tête du gouvernement.

Le 5 août dernier, le 444ème régiment de l'armée afghane, cantonné au fort de Bala Hissar se mutinait. Il fallut alors toute la puissance de feu des chars et des hélicoptères de combat soviétique pour venir à bout de cette 3ème mutinerie en 6 mois. La presse soviétique commentant cet événement indiquait : «*En triomphant de la contre-révolution la veille de la journée de l'indépendance le pouvoir du peuple a démontré sa solidité une fois de plus et sans conteste possible*». Un optimisme qui cache mal des difficultés croissantes pour le régime afghan et son protecteur.

## UNE DEPENDANCE MILITAIRE TOTALE

Depuis 1978, une cinquantaine d'accords ont été signés avec l'URSS. Militaires, commerciaux, culturels... le plus important étant un traité dit «*d'amitié, de bon voisinage et de coopération*» conclu en décembre dernier. Il prévoyait un «*renforcement de la coopération militaire*» et offrait ainsi à l'URSS un moyen de pression et de pénétration accrues en Afgha-



L'éviction de Taraki pourrait révéler des contradictions au sein du pouvoir sur la manière de venir à bout de la révolte populaire qui gagne tout le pays.

nistan. On dénombre environ 3 500 experts militaires soviétiques, dont une part importante participe directement aux combats. Ils servent surtout de pilotes dans l'aviation : en particulier pour les nouveaux hélicoptères MIG 24 récemment livrés par l'URSS. L'intervention soviétique a un caractère massif comme l'indiquait récemment un dirigeant de l'Association Islamique en Afghanistan (une des composantes du mouvement qui combat par les armes le régime anti-populaire de Taraki et l'occupation étrangère du pays par l'URSS) : «*Nous avons tué dans la région de Herat, 300 officiers et conseillers soviétiques... Après ces événements, ils ont commencé à abandonner les villes pour se diriger vers la capitale. Les familles de ces officiers et conseillers commencent à être dirigées vers Moscou*».

L'aide soviétique est devenue vitale pour le régime de Kaboul, de plus en plus isolé à l'intérieur du pays. La rébellion s'étend à 23 des 29 provinces du pays.

## UN NOUVEAU VIETNAM ?

Selon certaines informations, l'armée ne contrôlerait plus la région de Paktya, à l'exception des garnisons de Gardez, Khost et Urgun qui, assiégées par plusieurs milliers de combattants ne sont plus ravitaillées que par hélicoptère. L'armée a abandonné toute idée de tenir le terrain et se risque à quelques contre-atta-

ques, appuyées par des chars. La répression sous toutes ses formes (exécution sommaires, bombardements au napalm) qui aurait déjà fait au moins 50 000 victimes et un nombre semblable de prisonniers, loin d'avoir cassé le mouvement populaire a été une des causes de son développement rapide. Le remplacement de Taraki par son Premier ministre signifie-t-il un engagement accru dans cette voie et son corollaire, l'accroissement de l'intervention soviétique en Afghanistan ? Quoi qu'il en soit, ces méthodes ont déjà fait leurs preuves et mènent tout droit à l'échec le régime dont la base sociale se réduit de jour en jour.

«*L'Afghanistan n'est pas la Tchécoslovaquie et ne sera pas l'Angola ou l'Éthiopie. Les Afghans lutteront jusqu'au dernier homme. Ils ont prouvé en un an de révolution contre le régime inféodé à Moscou qu'ils sont capables de résister aux chars avec des pierres et de riposter aux Mig avec leurs vieux fusils*», déclarait voici quelques mois un dirigeant du mouvement islamique afghan. L'opération réalisée par le social-impérialisme soviétique en Afghanistan, semble beaucoup moins fructueuse qu'il ne l'espérait. L'URSS pourrait bien subir prochainement en Afghanistan des revers beaucoup plus grands encore.

Frank ROUSSEL

## La visite du Premier ministre mauritanien à Paris

# GISCARD VA-T-IL GARANTIR AUJOURD'HUI LA SECURITE DE LA MAURITANIE ?

Le premier ministre mauritanien Ould Heydalla effectuée actuellement une visite de trois jours en France au cours de laquelle il doit rencontrer Giscard. Le dirigeant mauritanien, qui a tenté de sortir son pays du conflit du Sahara Occidental en renonçant à toute revendication territoriale et en signant un accord de paix avec le Front Polisario va sans doute demander à Giscard s'il est prêt à garantir la sécurité de son pays aujourd'hui.

En effet, de 1975 à 1978,

alors que le régime mauritanien, qui s'était partagé le Sahara avec le Maroc, faisait la guerre au peuple sahraoui, la France l'avait soutenu militairement. En vertu d'une conception très extensive des «*accords de défense*» franco-mauritaniens, Giscard a envoyé de nombreux conseillers militaires en Mauritanie, tandis que des Jaguar français basés au Sénégal bombardaient les forces du Front Polisario au Sahara.

Aujourd'hui, la situation est très différente : la

## KOSSYGUINE EN MER ROUGE

# VOYAGE AU PAYS DE L'OR NOIR

Après un voyage officiel de six jours en Ethiopie, le premier ministre soviétique Kossyguine est arrivé à Aden dimanche. Il fera également une visite de plusieurs jours au Yémen du Sud. Ces deux pays, de chaque côté de la Mer Rouge, voie stratégique importante pour l'Europe constituent deux bases de la pénétration soviétique dans cette région du monde.

La visite de Kossyguine en Ethiopie se déroule à l'heure où des centaines d'officiers et de conseillers militaires soviétiques participent directement à la guerre du régime de Mengistu contre le peuple érythréen. Alors qu'après avoir effectué une retraite stratégique, les fronts de libération ont remporté des victoires significatives ces dernières semaines, la question érythréenne aura certainement été à l'ordre du jour. Outre les pertes en matériel militaire énormes que leur ont coûtés les derniers combats, les soviétiques ont eu des pertes

en hommes : Mengistu lui-même a rendu hommage «*aux sacrifices consentis par les Soviétiques et les Cubains*». D'autre part, Kossyguine a signé un accord de coopération économique avec l'Ethiopie qui prévoit la participation de l'URSS à la recherche pétrolière. Cet accord concernerait en fait également l'Erythrée où des perspectives de découvertes de gisements existent.

Au Yémen du Sud, l'URSS dispose d'un allié fidèle, depuis le coup d'état de juillet 1978. Ce pays constitue pour le social-impérialisme, une base de pénétration intéressante ; d'une part par ses positions sur la Mer Rouge et l'Océan Indien, donc sur les routes du pétrole, d'autre part à cause de sa proximité de l'Arabie Saoudite, où travaillent des centaines de milliers de Yéménites. Kossyguine parlera peut-être beaucoup d'«*idéologie*», mais son voyage en Mer Rouge pue le pétrole.

J.P. C.

## ● Zimbabwe : communiqué militaire de la ZANU

Un communiqué militaire publié dans la presse mozambicaine récemment rapporte les dernières opérations de la ZANU (une des organisations du Front Patriotique) contre le régime raciste de Rhodésie. Au cours de six opérations, entre juin et août, les guerilleros de la ZANU ont tué plus de 70 soldats rhodésiens et en ont blessé quarante. Début septembre, au cours d'une nouvelle série d'opérations, ils avaient mis hors de combat 46 soldats. Pendant la même période, les combattants de la ZANU ont également fait sauter un pont ferroviaire et ont endommagé des lignes de communication. Ainsi la guerre de libération se poursuit alors que les dirigeants du Front négocient avec la Grande-Bretagne à Londres pour exiger l'indépendance totale du Zimbabwe et le démantèlement du système d'oppression colonial raciste rhodésien.

pour soutenir la guerre d'Hassan II se voit aujourd'hui pressé de les appliquer contre son allié marocain.

## VERS UNE MEDIATION DE L'OLP

Après son voyage en Algérie, Yasser Arafat dirigeant de l'OLP a fait une visite officielle au Maroc. Bien qu'aucun communiqué officiel n'en ait fait état on lui prête l'intention de mettre sur pied une médiation pour résoudre le conflit du Sahara.

# NOUVELLES MESURES ISRAËLIENNES POUR LEGALISER LE VOL DES TERRES PALESTINIENNES

Ce lundi 17 septembre, c'était le premier anniversaire des accords signés à Camps David entre Israël et l'Égypte, sous la pression des États-Unis. Israël a célébré à sa manière cet anniversaire : le gouvernement Begin vient d'autoriser l'achat de terres par les Israéliens dans les territoires palestiniens de Cisjordanie et de Gaza, occupés depuis 1967.

L'annonce, faite dimanche à Jérusalem, de l'autorisation pour les Israéliens d'acheter des terres en Cisjordanie et à Gaza ne changera rien de fondamental à la politique israélienne à l'égard de ces territoires, ni à la situation générale au Proche-Orient. Elle constitue cependant un nouveau et cinglant démenti à la prétention affichée par le président égyptien Sadate d'aboutir, par le dialogue direct avec le gouvernement israélien, à un règlement global de la situation du Moyen-Orient, incluant notamment la satisfaction des intérêts palestiniens.

## L'«AUTONOMIE» DE CAMP DAVID

On s'en souvient, les accords signés à Camp David comportaient une clause promettant une «autonomie» pour les Pa-

lestiniens vivant dans les territoires occupés depuis 1967 par Israël : ceux de Cisjordanie et de Gaza. D'emblée, l'Organisation de Libération de la Palestine dénonçait dans cette clause une véritable mascarade ; en effet, ce projet comportait explicitement le maintien des forces armées et de la police israélienne dans ces zones. Il ne cédait aux Palestiniens qu'une vague «auto-administration», et le gouvernement Begin avait proclamé sans ambages sa volonté de maintenir une politique d'implantation de nouveaux colons israéliens sur ces terres.

Rapidement, la quasi-totalité des pays arabes rejetaient les accords de Camp David. Sur le terrain, les efforts insistants des États-Unis ne parvenaient même pas à dégager le moindre accord d'un quelconque «leader pales-

tinien modéré» en faveur de cette «autonomie».

## UNE SPOLIATION PERMANENTE

La nouvelle mesure prise par le gouvernement israélien est venue simplement entériner un état de fait déjà créé. En effet, depuis les accords de Camp David, la spoliation des Arabes Palestiniens, débouchant sur l'installation de nouvelles colonies de peuplement israéliennes, n'a cessé de se poursuivre, provoquant la résistance des habitants des régions concernées. Samedi dernier encore, à proximité de Jérusalem, une nouvelle colonie était ainsi créée, la cour suprême israélienne ayant rejeté la protestation des habitants palestiniens du village sur les terres duquel elle était implantée.

## PROTESTATIONS PALESTINIENNES

On mesurera le caractère provocateur de la mesure prise dimanche par le gouvernement israélien aux propos tenus par le groupe Goush Emounim, spéciali-

sé dans l'occupation par la force des terres arabes en Cisjordanie : celui-ci estime que la saisie des terres par le gouvernement, couramment pratiquée, reste «le plus sûr moyen» d'implanter de nouvelles colonies. De son côté, le maire arabe de Naplouse a dénoncé cette mesure : «Les Israéliens se sont donnés une nouvelle loi les autorisant à nous prendre encore plus de terres». Les municipalités de Bethléem, Beit Sahour, Beit Jala et Gaza ont également protesté. Le maire de Bireh a affirmé : «Tous les résidents de Cisjordanie et de Gaza qui oseront vendre des terres aux Israéliens devront être traités avec une main de fer», soulignant ainsi la volonté de résistance de son peuple.

Dans ces conditions, on se demande combien de temps encore Sadate, dont la propagande veut faire croire que les accords de Camp David garantissent les droits des Palestiniens, pourra cacher la nature de la mascarade de l'«autonomie».

J.L.

## ● A l'occasion du trentième anniversaire de la République populaire de Chine

Exposition de photos, débats, films à Beaubourg.

De septembre à novembre, la Bibliothèque publique d'Information du Centre Beaubourg propose toute une série de manifestations culturelles et artistiques sur la Chine d'aujourd'hui.

**Expositions de photos :** L'exposition «Vu de Chine» n'est pas historique. Elle présente des photos récentes de la vie quotidienne dans sa diversité et son évolution : le monde rural, la vie urbaine, la famille, les fêtes, le travail, la détente. Photos de Guy Hersant, Françoise Huguier, François Lochon, Jean-Louis Boissier...

**Débats :** — en collaboration avec les Amitiés Franco-chinoises

27 septembre : Vie littéraire et artistique en Chine

12 octobre : Les minorités en Chine

19 octobre : Témoignage d'Han Suyin

29 octobre : Le cinéma chinois, avec Régis Bergeron.

31 octobre : La santé en Chine

12 novembre : L'enseignement en Chine

26 novembre : L'économie chinoise

**Films :** du 24 au 29 octobre

— Reportages et films de réalisateurs français et étrangers

— Films chinois inédits : animation, marionnettes, opéras, longs métrages de fiction.

## ● De nouvelles élections municipales à Aix-en-Provence (3<sup>e</sup> édition) ?

Les électeurs d'Aix-en-Provence vont probablement être appelés à désigner un nouveau conseil municipal pour la troisième fois depuis 1977. Aux élections municipales de mars 1977, le maire socialiste sortant, Félix Ciccolini, avait présenté une liste socialiste homogène, sans le PCF ; il avait été réélu de justesse. Pour des raisons de propagande irrégulière le jour du scrutin, le tribunal administratif annulait l'élection, suivi par le Conseil d'Etat. En juin 1978, exploitant les mauvais rapports entre PCF et PS, la droite offre des sièges à des socialistes dissidents et des radicaux de gauche. La liste de droite est élue.

Nouvelle demande d'annulation, s'appuyant notamment sur le fait que l'une des élues n'est pas domiciliée à Aix. Le tribunal administratif annule l'élection en août 1978. Le Conseil d'Etat doit se prononcer ces prochains jours. On pourrait assister rapidement à de nouvelles joutes électorales.

## ● Corée du Sud : les dirigeants de l'opposition accusent Carter

Le régime fasciste de Seoul, s'appuyant sur des décisions de justice arbitraires a interdit au président et aux vice-présidents du Nouveau Parti Démocratique d'exercer leurs fonctions. Ce parti, une des principales forces d'opposition est actuellement soumis à une importante vague de répression, comme toutes les autres forces démocratiques et populaires. En août, la police a pris d'assaut le siège de ce parti et le régime menace d'emprisonnement ses dirigeants. Dans une interview, Kim Young Sam, dirigeant du Nouveau Parti Démocratique a violemment mis en cause Carter. Il a déclaré que la visite de Carter à Seoul en juin a permis au régime fasciste de redorer son blason et l'a encouragé à développer la répression. Le président du Nouveau Parti Démocrate a comparé la politique des USA en Corée du Sud à celle qu'ils pratiquaient en Iran avec le Shah.

## ZARKA SECRETAIRE DES JC

Dimanche, lors d'un conseil national du MJCF, Pierre Zarka, 31 ans, a pris ses fonctions de secrétaire général du mouvement en remplacement de Catala, l'age gement atteint par la limite d'âge. Ce remplacement était prévu depuis le dernier congrès du PCF, qui a vu la promotion de Zarka au CC.

P.V.

## REUNIFICATION DES RADICAUX : A PETITS PAS

La Fédération pour une Démocratie radicale, scission du MRG constituée autour de Fabre, se déclare disposée à une rencontre avec le parti radical (valoisien) «afin d'étudier la possibilité de constituer la gauche radicale-socialiste».

## CONSEIL NATIONAL DU PSU

La direction politique nationale du PSU, réunie à Paris ce week-end, a décidé la tenue d'un conseil national de ce parti les 17 et 18 novembre prochain. Ce conseil désignera notamment le candidat du PSU aux élections présidentielles.

## DEFICIT DU COMMERCE EXTERIEUR : PLUS OU MOINS DE SIX MILLIARDS ?

Le déficit du commerce extérieur se monte, pour le mois d'août, à 3,2 milliards de francs. Pour les huit premiers mois de l'année, il atteint un montant corrigé des variations saisonnières de 4,8 milliards de francs. Le ministre du commerce extérieur Jean-François Deniau espère limiter les dégâts à un déficit de 6 milliards de francs pour l'ensemble de l'année en cours.

## PIPERNO

## RISQUE D'ETRE EXTRADE

Vendredi 14, en fin de matinée, la police française arrêta Lanfranco Pace après une conférence de presse qu'il venait de donner à l'hôtel Lutécia en compagnie de Marco Pannella, leader du Parti Radical Italien. Assistant à l'Université de Rome, ancien militant du mouvement italien de 68, fondateur avec Francesco Piperno, arrêté lui aussi à Paris le 18 août, du groupe «Potere Operaio», Lanfranco Pace connaissait l'existence d'un mandat d'arrêt international lancé contre lui et Piperno, comprenant pas moins de 46 accusations dont celles de «insurrection armée contre l'état» et «participation à l'enlèvement et l'assassinat d'Aldo Moro». Arrêté en Italie il risquait de rester 3 ou 4 ans en prison avant de passer en jugement. Il avait donc décidé de rendre publique sa présence à Paris, et de demander l'asile politique.

L'affaire a débuté en Italie le 7 avril, lorsque la police italienne a procédé à une série d'arrestations dans des milieux intellectuels plus ou moins proches de l'«autonomie» italienne. Piperno et Pace fi-

guraient sur la liste, mais réussirent à s'enfuir.

Parmi ceux qui ont été arrêtés, en Italie, ou sont recherchés, certains ont fait l'apologie du terrorisme individuel, «théorisant» ainsi une perspective d'action dangereuse pour le mouvement révolutionnaire, constituant une impasse évidente, une inquiétante régression si elle parvenait à développer son influence parmi les différentes couches qui ont intérêt à se dresser contre l'état capitaliste. Mais, ceux qui ont été touchés par la répression depuis le 7 avril, le sont souvent uniquement pour des prises de position, et accusés sans preuves par les autorités italiennes des infractions les plus graves prévues dans le code pénal italien. Ainsi, Piperno, Pace, arrêtés en France, Negri, Scalzone et d'autres intellectuels dans les prisons italiennes depuis le 7 avril — qui ont condamné l'assassinat du leader de la démocratie chrétienne, Aldo Moro — ont été accusés, d'y avoir participé sans qu'aucune preuve n'ait pu en être rapportée. La police française a arrêté Piperno à la terrasse d'un café parisien sur «dénon-

ciation d'un touriste anonyme au service de l'état...» et ce n'est que le lendemain 19 août qu'un télégramme de la police italienne indiquait qu'un mandat d'arrêt était délivré en Italie contre Piperno et qu'une demande d'extradition allait suivre. Mais les chefs d'inculpation n'étaient pas de ceux qui permettaient une extradition.

Un nouveau dossier avec cette fois 46 chefs d'accusation alors est arrivé.

Cette fois Piperno et Pace (qui a un dossier comprenant les mêmes délits), risquent d'aller rejoindre le millier de prisonniers politiques en Italie, dont pas moins de 200 inculpés pour participation à l'enlèvement d'Aldo Moro. Les magistrats français doivent se prononcer sur l'extradition de Piperno le 19 septembre. En attendant un Gala de soutien a eu lieu à la Cartoucherie de Vincennes samedi après midi, où des intellectuels français et italiens ont dénoncé «les atteintes aux libertés démocratiques» de la part des polices et des justices françaises et italiennes.